

MICHEL MEYER

*Le Roman de
l'Allemagne*

Ou l'histoire secrète
d'une renaissance...



éditions du

ROCHER

/ VLADIMIR FÉDOROVSKI

présente *Le roman des lieux et destins magiques*

LE ROMAN
DE L'ALLEMAGNE,

ou l'histoire secrète d'une renaissance...

« Le roman des lieux et destins magiques »

Collection dirigée par
Vladimir Fédorovski

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

envers le Deutsche Mark dans les années 1970/1980 que, se privant du moindre effort de compétitivité, les partisans du franc faible préservaient un solde commercial à peu près équilibré. Mais c'était illusion que de croire qu'une telle politique sauverait un jour la France de ses langueurs. Rompre avec l'accoutumance aux opiums de l'inflation faisait urgence. Encore fallait-il que VGE convainque Helmut Schmidt de sa capacité à tenir le cap d'une convergence franc-DM exemplaire.

Helmut Schmidt, qui ne craignait jamais de passer pour un mufle, s'était plu jusqu'alors à moquer les grandes visions économiques fumeuses à la française. Et il se plaisait à dire, sur le ton du sarcasme, que lorsqu'un homme politique lui confiait « avoir une vision », il n'hésitait jamais à lui recommander de « consulter un psychiatre ». En réalité, cet Allemand du nord volontiers arrogant et convaincu de sa grande expertise économique, ne prenait des gants qu'avec Valéry Giscard d'Estaing. Entre les deux hommes, règne une proximité potache qui s'explique par une commune fascination pour le monde anglo-saxon. Et c'est donc tout naturellement qu'ils goûtent de se tutoyer dans la langue de *Shakespeare*. Dans un excellent anglais américain pour l'Allemand, dans un anglais britannique un zeste plus hésitant pour le Français.

Mais avec des résultats tangibles. C'est ainsi qu'en juillet 1978, lors du sommet de Brême que je « couvrais » pour Antenne 2, le « système monétaire européen » se substituait au « serpent monétaire ». Arrimant plusieurs monnaies européennes sur un même socle, ce dit SME préfigurait la création bien ultérieure de l'euro.

Déjà, une naissance compliquée. Tant Helmut Schmidt, convaincu de la bonne volonté de Valéry Giscard d'Estaing, doit alors ferrailer comme un beau diable contre ses propres experts, principalement ceux de la *Bundesbank* si prompts à fustiger les

laxismes latins passés, présents et à venir.

De lourdes méfiances persistent. À cet égard, n'est nouveau que ce qui a été oublié. Et au sein de l'OCDE, les experts allemands et anglo-saxons se plaisaient encore, en s'esclaffant, à classer les données économiques en deux catégories bien distinctes. Avec, d'une part, les « statistiques authentiques » et de l'autre, visiblement plus fantaisistes, les « statistiques latines ». Il n'est évidemment pas sûr qu'il en soit autrement aujourd'hui.

D'autant qu'il arrive bien trop souvent que, désinvoltés, les plus capés des hommes politiques français affichent envers leurs homologues allemands des failles coupables. Ainsi en fut-il dans le cadre du célèbre Mas d'Artigny lors du sommet franco-allemand de Nice en février 1976. Avant de se retirer dans leurs chambres respectives, Giscard et Schmidt improvisent l'une de ces séances de tutoiement en anglais, jamais sténographiés, qui avait le don d'angoisser leurs conseillers. En l'espèce et sur le plan protocolaire, le mélange des genres est en effet total. Ne serait-ce que parce qu'ils se tiennent, l'un et l'autre, pour le conseiller le plus avisé de l'un et de l'autre.

D'évidence, le « téléphone vert » qu'ils viennent de faire installer entre la chancellerie de Bonn et le palais de l'Élysée n'est pas encore à la mesure de leur boulimie d'échanges. Ils sont coutumiers de ce type d'écarts puisque c'est avec peine que leurs conseillers les plus proches durent, en son temps, reconstituer le puzzle d'un système monétaire européen, œuvre commune essentielle s'il en était, dont ils avaient articulé le schéma au pied levé lors d'une conversation à bâtons rompus dans l'étroit salon du modeste bungalow hambourgeois de Schmidt.

Alors que tombe la nuit provençale, c'est le Français qui a l'idée de proposer une partie d'échec à son homologue

allemand. Se croit-il imbattable ? Ignore-t-il que, sur ce registre, son ami allemand est un redoutable adversaire dont il est dit qu'il adore entendre craquer les os mentaux de ses rivaux ? Surtout lorsqu'intervient ce moment intense durant lequel, le roi de son adversaire étant imparablement menacé de capture, il sait qu'il va faire échec et mat au prochain coup ? Les échecs sont un jeu de tueurs mentaux. Et une victoire y est donc toujours un crime parfait. S'il en est ainsi, combien de fois, cette nuit-là, le président français a-t-il perdu la face devant le chancelier allemand ? Secret d'État ? En l'espèce, nullement ! « Il n'a en tout cas jamais gagné », me confiera malicieusement une proche collaboratrice de Helmut Schmidt. En a-t-il profité pour prendre l'ascendant sur « Valy » ? Pas sûr ! Brillant d'une intelligence orgueilleuse, le Français méritait de l'Allemand un réel respect mâtiné d'attendrissement. Celui d'un grand frère envers un cadet surdoué, mais un peu fragile, car assoiffé de reconnaissance et de signes d'affection.

Entre ces deux amis s'était ainsi instaurée une relation inter étatique confiante et efficace dont il n'est pas interdit d'avoir aujourd'hui la nostalgie : rapidité d'échanges concertés sur tout ; fidélité à la parole donnée ; en dépit du désordre créatif initial auquel se livraient les « patrons », analyse de fond en amont de toute rencontre conclusive et engageante. Très exactement ce qui caractérise, certains beaux jours, la conduite des sommets économiques mondiaux dont ces deux forts en thème ont été les initiateurs inspirés. Devenus octogénaires, ils continuent de se fréquenter et d'imaginer ce que serait l'Europe dans le monde s'ils avaient pu aller au terme du rêve inachevé qu'ils portaient en eux.

L'alternance politique française de 1981 sonnera le glas de l'aspiration à une convergence économique franco-allemande de moins en moins perçue comme une ardente obligation. Avec,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

lieber François, à considérer, dès avril 1990, que « l'unité allemande et l'unité européenne sont les deux faces de la même médaille ».

Nous avons là, avec cette petite phrase apparemment anodine, l'annonce de l'abandon du DM au profit d'un dispositif monétaire à l'abri duquel les pays latins, forts de cette caution financière germano-luthérienne, allaient pouvoir continuer à vivre à crédit sur le dos de l'Allemagne. En reculant d'autant l'échéance fatale du moment de vérité économique et monétaire que sera, allumée par celle des *subprimes*, la crise de l'Euro toujours actuelle.

En forçant la main à Helmut Kohl pour que l'Allemagne abandonne le mark au profit de l'euro, François Mitterrand visait à dompter, ou plutôt à affaiblir durablement l'économie allemande en passe d'absorber l'appareil et le potentiel industriel de la RDA. Pourtant, en scellant par le traité de Maastricht de 1992 la naissance d'une monnaie unique prescrivant la maîtrise de l'inflation, un déficit public inférieur à 3 % du PIB et une dette publique ne dépassant pas 60 % du même PIB, il se piégeait lui-même en s'interdisant, comme c'est désormais le cas de ses successeurs, toute forme de dévaluation compétitive. Avec pour conséquence l'instauration d'une contrainte vertueuse consacrant, à perpétuité, par vagues successives et en la poussant à se dépasser sans répit, la suprématie de l'économie la plus performante d'Europe.

La création de l'euro n'a donc jamais été ce que François Mitterrand espérait qu'elle soit de toute éternité : une manière, « en clouant les mains des Allemands sur la table pour les empêcher de conspirer contre la monnaie française », d'éviter l'humiliation des dévaluations endémiques du franc envers le

DM. Reste qu'en l'espèce, en cédant la clef du système monétaire européen aux gnomes de la *Bundesbank*, la France invitait Berlin à exercer un magistère vertueux que la « force qui va » germanique ne recherchait pas explicitement à s'accaparer.

Comment nier que, sur de telles bases, l'Allemagne ait su se réaffirmer comme cet horizon historique qui, tous azimuts, défie ses voisines depuis 150 ans ? Bien sûr, les élites au pouvoir de Francfort ou de Berlin n'ont jamais été dupes des sentiments et aspirations contradictoires qu'ils suscitent : ainsi en était-il de Willy Brandt que je revois toujours, le regard pétillant de malice, m'expliquer qu'en regard des attentes de ses voisins, l'Allemagne se devait de réussir chaque matin cette mission impossible consistant à « faire peur aux Soviétiques sans pour autant effrayer les Luxembourgeois ».

Germanolâtrie et germanophilie

Quarante ans après ces propos du chancelier de l'Ostpolitik, l'Allemagne, sur les blogs du net et sur un mode à la fois polémique et fantasmatique, est resté un sujet défouloir. Il s'y répand à foison des délires et éructations bien peu scientifiques. Jouer sur la « peur du Boche », sur fond de méconnaissance abyssale des réalités contemporaines du voisin allemand, est la loi du genre. L'occasion de mesurer les océans de distance mentale qui, malgré 8 000 jumelages et autres jamborées transnationaux entre notables, scouts et enfants de Marie, séparent les peuples européens. Ceux-ci, gavés de modes alimentaires *fast-food* et d'*entertainment one-way traffic* anglo-saxons depuis plus d'un demi-siècle, vivent dans la proximité illusoire d'un « peau à peau » consumériste trompeur.

Parmi les hamsters affairés de la nouvelle Allemagne réunifiée, nombre d'Européens s'attendent donc, encore et toujours, à voir resurgir, *Svastika* en sautoir pectoral, un rat du désert de l'*Afrikakorps* de Rommel. Et quatre-vingts ans après l'avènement du nazisme, la perception sous-jacente de la Germanie reste, pour ses voisins du Sud, celle d'un pays peuplé de dominants en latence.

De maudits condamnables en 1945, les Allemands devinrent des parias infréquentables, avant de s'affirmer en pénitents contrits. Longtemps stoïques, ils subirent et endurèrent leur sort. Jusqu'aux manifestations pacifistes monstres du milieu des années 1970. C'est alors que les générations en révolte de 1968

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

islamisées que rebutent les fruits amers des printemps arabes : sur tous ces fronts, l'Allemagne nouvelle fera de plus en plus distinctement entendre sa voix et jouera de son influence.

En paix avec la France, guérie de toute forme de nostalgie pour un possible *Drang nach Osten* (colonisation germanique initiée au début du XIII^e siècle en direction des territoires slaves et orthodoxes), l'Allemagne est revenue chez elle en Europe centrale. À Moscou, Vladimir Poutine, ancien agent du KGB à Dresden durant la guerre froide est non seulement un parfait germanophone, mais également un fervent germanophile. D'évidence, il a fait sien le vieil aphorisme russe selon lequel les Allemands seraient des ingénieurs surdoués qui auraient « inventé le singe ».

Pour la puissance économique enclavée au cœur de l'Europe historique que reste l'Allemagne, le vieux continent s'offre comme une aire d'envol à partir de laquelle il importe désormais de se projeter vers un ailleurs illimité. À l'inverse, trop souvent, pour un Français toujours trop hexagonal dans un pays pourtant ouvert sur le grand large et disposant du deuxième domaine maritime du monde, l'Europe, de plus en plus, c'est la France en plus grand, mais pas trop loin.

À l'étroit sur ses positions européennes traditionnelles, l'Allemagne a déjà pris économiquement le large en direction des zones les plus dynamiques du grand monde. Alors qu'en 2007, ses industriels assuraient les deux tiers de leurs excédents commerciaux en Europe, en 2013, au prix d'une inversion spectaculaire de ce flux, ils réalisent désormais les trois quarts de ces excédents en dehors de l'Union européenne. Finiront-ils bientôt, pour assurer leur prospérité, quitte à se priver d'acheteurs européens, par mettre le cap sur des ailleurs renouvelés ?

Poser la question, c'est y répondre. Car, déjà, l'Allemagne joue dans la cour des titans. D'où l'urgence pour la France, afin de continuer à compter au sein du club des grandes nations de plus en plus moyennes dont elle fait partie, de réduire son différentiel compétitif envers sa puissante voisine. Malgré un jeu à 82 contre 65 millions d'âmes, cet objectif, duquel dépend la viabilité du projet européen, n'est pas aussi mégalomane que qu'il y paraît. Mais à la seule condition qu'un tableau impitoyable de sa situation soit présenté à un peuple de France désorienté par les évitements d'une élite d'État qu'aveugle le culte d'elle-même.

Alors qu'elle devrait s'affirmer, avec l'Allemagne et si possible l'Italie, comme partie prenante d'une gouvernance économique européenne minimale, la France est trop souvent tentée, dans un contexte de ressentiment anti-européen puéril, de jouer la carte des pays du Sud en rébellion contre les sadiques économes de Berlin. François Mitterrand avait jadis espéré partager une Europe de la prospérité en symbiose avec l'Allemagne. Réduit à une piteuse défensive, les ténors de l'aristocratie d'État française, en rupture affective avec l'austère Angela Merkel, se démènent comme de beaux diables pour échapper aux nœuds coulants d'échéances financières fatales.

Dire que leurs homologues berlinois se réjouissent d'un tel spectacle serait mentir. Tout au contraire, il n'est plus absurde de discerner, face au déclin français, un début de réelle panique. Même déclinante, la France reste, pour un certain temps encore, l'un des partenaires commerciaux majeurs de l'Allemagne. Et c'est là une réalité qui oblige à un minimum d'égards. Rien ne serait donc plus grotesque que d'imaginer qu'en champions virtuoses d'une économie de l'offre consacrée deuxième puissance exportatrice du monde, les Allemands puissent se réjouir d'une faillite qui, en raison de son offre économique

anémiée, risque de précipiter la France vers les bas de tableaux européens et mondiaux.

Les Allemands sont parfaitement heureux d'aller bien. Mais ils sont moins heureux d'être enviés. Réalistes, ils savent qu'il leur est impossible de bâcher leur prospérité afin d'éviter jalousie et res-sentiments. Autant dire que l'accès au statut de « méga-puissance » proclamée est le dernier cadeau qu'ils veulent s'éviter. Déjà, avec les Hollandais, les Danois et les Scandinaves, ils se ressentent presque plus comme les membres apatrides d'entreprises de type SARL que des citoyens de nations en bonne et due forme.

Mais il y a bien plus stratégique. Nous ne sommes plus en 1936 et encore moins en 1940. Et pour ses élites actuelles, en premier lieu pour Wolfgang Schäuble, ministre des Finances souabe et franco-phile assimilé à tort à un « père fouettard » – ou « Knecht Ruprecht » – plus « boche » que nature, l'Allemagne n'aurait aucun intérêt à ce que la France défaille. Pour la première fois depuis 1871, la réalité des ressentis profonds des Allemands ne pose plus l'effacement de la France comme la condition première d'une ivresse de puissance mégalomaniacale. Oui, vue de Berlin, la notion d'ennemi héréditaire s'est réellement dissipée. Et rien ne sera fait, malgré l'apparition de partis chauvins exprimant la frustration d'Allemands excédés, d'être pris pour les bailleurs de fonds obligés de l'Europe méridionale, pour réveiller de sinistres fantômes.

Dès lors, l'euro ne devrait en aucun cas se poser en impasse. Mais en tant que clef de voûte d'une union bancaire et budgétaire européenne supervisée par une entité politique souveraine. A dominance franco-allemande ? Evidemment, mais de manière avisée et convaincante. Depuis un demi-siècle, Schäuble, et avec lui une écrasante majorité de responsables

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pour conséquence que la Prusse, devenue grâce à lui la clef de voûte de l'ensemble germanique, se retrouve contrainte, pour simplement se survivre, de s'imposer, bien trop vite et bien trop fort à son goût, en tant que puissance impériale et mondiale.

Tout d'énergie tyrannique, le style de gouvernement de Bismarck relève, selon ses propres alliés, d'une dictature bonapartiste. Mais ignorer l'habileté de la démarche serait manquer l'essentiel. C'est ainsi que s'il entend avoir la mainmise sur la politique économique, c'est avant tout pour contourner les libéraux du parlement au nom de ce qu'il nomme lui-même une « révolution par le haut », ou un « socialisme d'État ».

Ce *Junker* paternaliste et autocrate n'a d'ailleurs jamais, sur ce terrain, épargné sa peine pour bien connaître son sujet. En 1863, au cours d'une douzaine d'entretiens secrets avec Ferdinand Lasalle, Juif silésien fortement influencé par les idées de Marx, de Hegel et de Proudhon, il s'astreint à comprendre le fonctionnement mental et idéologique du brillant intellectuel qu'il avait face à lui. Il est rétif à la dialectique de son vis-à-vis. Mais il fera son miel politique de ses suggestions relatives au redressement des bas salaires et à l'instauration d'une protection sociale minimale. Autant de dispositions qui visent à réduire l'influence des socialistes, qui considéreront dès lors Lasalle comme un renégat en le taxant de collaboration de classe.

Cynique, Bismarck le fera arrêter quelques mois après ces conciliabules lors d'une manifestation ouvrière interdite. Jugé pour la forme, mais aussitôt blanchi, l'activiste meurt à Genève à la suite du duel qui l'oppose au fiancé de l'amoureuse qu'il venait de quitter sous la pression du père de cette belle hélène. L'occasion pour Karl Marx, caractériel jaloux et égoïste envers plus aisé et plus doué que lui, de se réjouir avec indécence de la disparition de son rival le plus intime.

En fréquentant Lasalle, Bismarck n'avait qu'une idée en tête : « forger une mentalité conservatrice dans la masse des plus démunis » et initier une politique sociale visant à isoler les partis de gauche de leurs bases électorales. Assurance accidents, puis assurance maladie, invalidité et retraite : le bénéfice de ce « royalisme social » finira pourtant par échapper à l'habile tacticien que se veut Bismarck. Il en sera même dépossédé, puisque la plupart de ces mesures ne seront pas contrôlées par l'État, mais au sein même des entreprises par des syndicats ouvriers que noyautent ses rivaux sociaux-démocrates.

Mêmes désagréments sur le front politique lorsque Guillaume II troque la *Realpolitik* de Bismarck contre la *Weltpolitik*, s'engage dans une politique expansionniste et colonialiste et s'emploie à développer une marine de guerre qui réveillera l'hostilité de la puissance maritime anglaise. Les rodomontades de cet être foncièrement belliqueux le font passer, à raison, pour un revanchard né. Et c'est peu dire que Bismarck méprise un souverain qu'il juge « soupe au lait, trop prolix et sous l'influence de flatteurs qui pourraient le pousser à la guerre sans qu'il ne s'en rende compte. » Ce mépris, l'Empereur le lui rend bien :

Je laisse, dit Guillaume II, six mois au vieux pour reprendre haleine, ensuite je gouvernerai moi-même.

Limogé en mars 1890, Bismarck retourne, plein d'amertume, dans sa tanière de Friedrichsruh. Pour vite devenir ce mythe vivant avec lequel Guillaume II tentera épisodiquement de se réconcilier. En vain, car le vieux renard entend influencer politiquement, en critiquant l'action de ses successeurs. Cloué sur une chaise roulante, rongé par la gangrène, il décède de ses infirmités en juillet 1898. Guillaume II est alors seul aux manettes. Sa *Weltpolitik* allait donc bientôt pouvoir enflammer l'Europe et le monde.

Depuis 1870, où qu'ils regardent, dès lors qu'il s'agit d'évaluer une performance ou une contre-performance, les voisins européens de la Germanie se voient opposer, tel un effet miroir démoralisant, un culte de l'excellence agressive qui, sur le registre de l'efficience, nourrit maints complexes d'infériorité. « De Voltaire à Sarkozy, avance Emmanuel Todd sur ce registre, la plupart de nos élites vouent une admiration craintive à la Prusse et à l'Allemagne. » Avant de regretter les effets pervers de cette adulation béate, puisque « trompés par ce regard que l'on porte sur eux, les Allemands perdent toute capacité d'autocritique ou d'autodérision. » Pour enfin déplorer que l'Allemagne soit la « victime » d'un grand voisin « qui l'admire et le craint tout à la fois ».

Voltaire a effectivement craint, à raison, d'être l'amuseur plus que le conseiller du roi de Prusse pour qui, selon ses propres dires, le Français n'était qu'une orange dont il jetait l'écorce après en avoir savouré le jus et la pulpe. Mais c'est véritablement au lendemain de la défaite de Sedan du 1^{er} septembre 1870 que, dans les esprits et les cœurs de l'aristocratie d'État française, s'est incrustée une sidération, bien plus paralysante que mobilisatrice, voulant que cette élite se prenne à admirer et à redouter des voisins orientaux dont elle persiste à stigmatiser les comportements barbares, frustes, rustres et primaires. Pourtant, avait fanfaronné le maréchal Le Bœuf avant la bataille, pas un bouton de guêtres ne manquait aux soldats de l'empereur français. Mais c'était omettre de mentionner que la France, adepte d'une conscription improvisée, n'avait à aligner, face à 550 000 Prussiens et Bavares systématiquement appelés à prendre les armes et à rejoindre le champ de bataille en train, que 270 000 hommes fourbus par des heures de marche.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Hitler, Himmler, Goebbels et Goering, tout quatre nés au plus fort de la guerre de 1914-1918, auraient ainsi eu respectivement 123, 112, 115 et 109 ans en 2012.

En Allemagne comme ailleurs, les générations se sont succédées : sur les ruines de la guerre, celle de la reconstruction, des *baby-boomers* et du miracle économique, celles de la décolonisation, de la chute du Mur de Berlin, des affres du chômage et de l'absence de perspective. Elles ont fait l'amour avant le mariage grâce à la pilule, ont feint ne plus croire en Dieu en s'inventant un *no futur* de punk. D'autres, quasiment nées avec les doigts et les pouces collés sur les touches de leurs *laptops* ou de leurs *smartphones*, sont, tel Peter Pan, nullement pressées de rejoindre le monde des adultes.

Sur les costumes de premiers communiantes des nouvelles générations allemandes, les taches indélébiles d'un passé infamant ne se sont pas pour autant dissipées. Paradoxe : jadis, en 1945, la couleur encre de seiche univoque des uniformes SS des pères et grands-pères soulignait la banalité d'une compromission sans équivoque. Mais aujourd'hui, réduites à quelques sombres éclaboussures sur les *tee shirts* immaculés des nouvelles générations, ces traces de sang séché n'en sont que plus visibles. D'autant plus visibles que, sous les *flashes* et *sunlights* de la société du spectacle planétaire, les Germains restent les « salauds de service » inamovibles des *castings* qui, surfant sur le *mainstream*, ciblent les publics de *happy-feew* « démultiplicateurs » de *buzzes* et de tendances de bourgeois-bohèmes et autres libéraux-libertaires contemporains.

Soumis eux-mêmes à ces productions, dans le flux duquel ils assument systématiquement les pires rôles, les Allemands ne sont plus sûrs de s'être jamais guéris d'eux-mêmes. Et d'avoir coupé tout lien avec ces guerriers-fauves, ou *Berserker*, qui hantaient jadis les steppes inhospitalières du septentrion. À

l'instar de Lennie, personnage campé par le petit-fils d'immigrés allemands John Steinbeck dans *Des souris et des hommes*, il arrive qu'ils se croient vulnérables à des pulsions prédatrices irrépressibles. Au point de se sentir en insécurité envers eux-mêmes ?

Craindraient-ils à ce point d'être restés des tueurs nés ? Roman-tiques, doux et tendres, *gutmütig* – donc de bonne composition – comme ils se ressentent justement, allaient-ils, dans une minute, une heure ou un jour, être à nouveau tentés, dans l'ombre d'une grange de nulle part, de tordre le cou à d'innocentes souris ? L'avenir ne serait-il qu'échecs répétés car, incapables de maîtriser leur force surhumaine, munis de mains dévastatrices qu'ils ne savent plus contrôler dès qu'elles effleurent une surface trop douce, ils ne sauraient s'empêcher, un beau jour, toujours malgré eux, de détruire ce qu'ils caressent : les fourrures de minuscules animaux, ou les cheveux d'une femme désirée. Avant l'irréparable ?

Il serait exagéré de prétendre que les Allemands se méfieraient massivement de ce psychopathe inconnu qu'ils abriteraient en eux depuis la nuit des temps. Mais aucun d'entre eux, n'a jamais exclu, dans les innombrables dialogues que j'ai pu conduire, toutes classes sociales confondues, être dépositaire de cette once de sauvagerie héritée des guerriers polythéistes des temps premiers germaniques. Les plus radicalement méfiants allant jusqu'à arguer en deviner la trace dans l'incessante combativité de leurs compatriotes. Tant il n'est pas réfutable que la contrainte d'adaptation à la mondialisation actuelle, alors même qu'elle froisse l'ego national des Latins, fouette l'orgueil clanique des lointains descendants de ces *Berserker* qui avaient jadis terrorisé, puis vaincu les Romains.

Ceux-ci n'ont-ils pas, après tout, fini par enrayer l'invasion romaine en exterminant trois légions romaines dans l'embuscade

en sous-bois historique de la bataille du Teutoburger Wald de l'an 9 après J.-C. ? Un temps, les Romains espéreront être sauvés par l'engagement de cohortes amies d'auxiliaires germains. Vainement. Car ces dernières choisirent de soutenir leurs frères de sang. Bien que mal équipés, souvent contraints de tuer à mains nues pour s'emparer de la lance ou de l'épée d'un ennemi afin de s'armer efficacement, les *Berserker* du Chérusque Arminius ne feront aucun quartier. Et Varus, le chef des Romains, se suicidera en s'empalant sur sa propre épée. Il ne se pardonne pas de s'être laissé berné par Hermann le Chérusque, fils de chef de guerre pris en otage et élevé à Rome où il est devenu citoyen romain. Avant de retourner en Germanie sous le patronyme latin Caius Julius Arminius en tant qu'homme de confiance du gouverneur Varus.

Aussi étrange que cela puisse paraître, subsiste encore chez nombre d'Allemands la hantise, autant qu'une secrète fierté, d'être, dans l'imaginaire des étrangers, confondus avec un barbare de ces temps premiers scandinaves. Archétype de la bête humaine nordique et épileptique, ce guerrier du septentrion est d'ailleurs très prosaïquement représenté comme un primate musculeux au front bas sur la place du marché de Darmstadt. Tour à tour assimilé à Hercule, Héraclès ou Jupiter dans les mythologies grecque et latine, le dieu Thor, perché sur son char de feu tiré par deux boucs, personnifie également le *Berserker*, ours mâtiné de loup insensible à la douleur et aux pertes subies, éructant sa haine à la face des envahisseurs romains puis chrétiens.

Saisis de soudaines crises de démence, rapporte dans ses chroniques Saxo Grammaticus, moine danois du XIII^e siècle, ils poussaient de terribles hurlements, mordaient dans leurs boucliers, avalaient des braises incandescentes. Il était

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

famille que Luchino Visconti disqualifiera en 1969, dans *Les Damnés* et sur le modèle des *Possédés* de Dostoïevski, comme l'expression dégénérée et vulgaire d'un nazisme que le réalisateur italien percevait comme la « dernière phase du capitalisme mondial ».

Pour l'occasion, les 30 000 employés de l'empire Otto Wolff racheté par ThyssenKrupp AG rejoignirent un ensemble qui emploie aujourd'hui 170 000 collaborateurs, dans 80 pays, pour un chiffre d'affaires de près de 50 milliards d'euros. 250 000 actionnaires – 10 % privés et 90 % institutionnels –, pour moitié allemands et pour moitié étrangers, se partagent aujourd'hui le capital de ThyssenKrupp AG. Jadis icônes de la vieille industrie wilhelminienne, fleurons nazis, reconverties en pleine guerre froide sous le label fréquentable d'un modèle rhénan idéalisé dans toute l'Europe latine, ces antiques marques de la Germanie revivent aujourd'hui, en ce début du XXI^e siècle, au firmament d'une mondialisation tous azimuts.

Moralité et contrition oblige : depuis la mort d'Alfried von Bohlen und halbach, le dernier des Krupp condamné en tant que criminel nazi, les dividendes versés en regard des 25 % du capital détenus par les propriétaires initiaux sont gérés par une fondation très impliquée dans la recherche médicale, les sciences, la promotion des sports, des arts et des lettres. Une boucle est ainsi bouclée avec les pionniers fantasques et très artistes d'une très singulière dynastie.

Déjà, en effet, Friedrich, le grand-père d'Alfried, s'était souverainement manifesté comme un ami des sciences et des arts. Fervent industriel à Essen au printemps et en été, il passe tous ses hivers à Capri. Passionné d'océanographie, il aménage entre sa villa côtière et la mer un chemin d'accès creusé dans le rocher. Celui-ci conduit à une caverne artificielle où il se terre

pour y étudier, se recueillir, où, selon des colportages locaux passablement infamants, se livrer à des orgies érotiques avec de jeunes éphèbes proches de Giovanni, son béguin local.

De retour à Essen, Friedrich redevient directif. Non sans veiller à ce que l'harmonie règne au sein de son équipe de direction. Il diversifie la palette de son offre en machines et matériels roulants comme aucun industriel avant lui. Tout en développant la recherche en recrutant des ingénieurs et savants d'élite. Adeptes de la politique sociale progressiste de Bismarck, il sait être généreux avec ses personnels. Moins pour la beauté du geste que par pragmatisme. Car foncièrement, il compte idéologiquement parmi les plus farouches partisans d'un régime féodal essentiellement autocratique au sein duquel la fidélité à Dieu, à l'empereur et à la patrie reste une vertu centrale. Son implication à la tête de son empire s'apparente à un engagement guerrier :

Des hommes débouchaient de tous côtés et semblaient sortir de terre, note le chroniqueur Victor Tissot dans son Voyage au pays des milliards. Tout ce noir fourmillement marchait en direction de l'ouest, où d'innombrables cheminées se dressaient dans les brumes du matin. Pas un cri, pas un chuchotement dans le défilé de cette caravane dont les pas résonnaient presque en cadence sur le pavé. C'était les ouvriers de Monsieur Krupp qui se rendaient au travail.

Technologiquement, l'Allemagne était alors ce que l'Amérique sera plus tard au monde. Une force de progrès tout particulièrement inventive dans les secteurs spécifiques de la mécanique et de la chimie. Cette suprématie ne pouvait que déplaire à la puissance commerciale dominante que restait l'Angleterre. D'autant que les produits allemands commençaient

à inonder le marché anglais. C'est l'objectif d'une loi protectionniste britannique de 1887 que de contenir cette invasion. Désormais, tout instrument d'optique, objet de coutellerie, de tannerie ou de tissage issu d'Allemagne devra, pour mieux être disqualifié comme de la vulgaire camelote, être estampillé *made in Germany*.

Mais l'échec de cette initiative est cuisant. Non seulement cette incitation n'encouragera pas les consommateurs britanniques à « acheter anglais » par civisme. Mais elle entraînera, dès 1894, des membres d'une sévère commission parlementaire du Reichstag, à conclure que ce *sticker* dépréciateur ne devait surtout pas disparaître, dans la mesure où il n'avait fait qu'amplifier la notoriété des outils et des machines allemandes de plus en plus prisées en raison de leur robustesse.

C'est donc avec ferveur que, depuis, les fabricants allemands exportent un label devenu synonyme de solidité et perfection. Non plus seulement en Grande-Bretagne, mais dans le monde entier où *Siemens*, *Zeiss*, *Bosch*, *ThyssenKrupp*, *BMW* et *Daimler* restent des enseignes plébiscitées. Notamment par les Chinois qui, s'ils s'achètent une première voiture française parce qu'elle est bon marché, rêvent de pouvoir s'offrir la prochaine, même bien plus chère, *made in Germany*. Délocalisation oblige, nombre de ces voitures, machines-outils et autres systèmes électroniques arborant ce sigle, s'ils sont effectivement assemblés en Allemagne, le sont à partir d'éléments fabriqués à l'étranger dans 60 à 90 % des cas.

Vite assimilé à un « marchand de la mort » en raison de son empressement à décrocher les juteux marchés d'armement mis aux enchères par le pouvoir prussien, notre maître de forges se défend en évoquant l'exclusivité de ses savoir-faire et de prestations qu'il ne peut évidemment refuser à sa patrie. Une explication qui ne convaincra pas Victor Tissot qui, en 1900,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pointues, ou même des moulins à café électriques. Leitmotiv : on accepte toutes les commandes, avant de s'adapter à marche forcée pour devenir les meilleurs dans un secteur donné et les plus rapides du monde à livrer du *made in Germany* solide, fiable et de plus en plus sexy grâce à l'implication des meilleurs designers de la planète. L'époque est épique et Krupp, ignorant toute limite géographique, technique ou financière, s'implique dans la construction d'un bathyscaphe qui, manœuvré à 11 000 mètres de fond dans la fosse des Mariannes par le Suisse Jacques Picard, résistera à une pression de 1000 bars.

Patrons repentis contre apprentis guévaristes

En son temps, l'activisme international de Bertholt Beitz ira jusqu'à éveiller la suspicion de Konrad Adenauer. C'est ainsi qu'en 1959, lors d'une visite sur le stand de la firme présente à la foire est-allemande de Leipzig, le chancelier s'étonnera que Nikita Khrouchtchev puisse chaleureusement trinquer à la santé de Krupp. Même ses confrères industriels se méfient alors de la proximité qu'affiche Beitz avec Moscou. À l'instar du numéro un de la BASF, ils refusent de le suivre lorsqu'il les invite à chasser en meute sur les marchés à risques du monde. Savent-ils déjà que le surmenage financier menace le groupe ? Pour nombre d'entre eux, *Krupp AG* ne serait jamais qu'un monstre industriel, certes puissant, mais qui assurerait ses finances sur le mode archaïque d'une quincaillerie de village ? Il n'est pas faux d'assimiler la navigation financière de la firme d'Essen à celle d'un avion qui volerait sans altimètre, sans compas et sans indicateur de vitesse. Mais aucun analyste financier n'a alors entrevu qu'entre 1963 et 1967, les crédits courants de Krupp auprès de 270 banques sont passés de 30 à 70 % du chiffre d'affaires.

L'alerte n'est donnée qu'en 1967, lorsque Beitz sollicite un crédit de 300 millions de marks pour fonder une usine chimique en Pologne. Le rideau se déchire, car ses banquiers lui refuseront ce crédit. Vexé, Beitz leur forcera la main en mendiant une garantie de l'État allemand. Qu'il obtiendra, mais sans pour autant qu'il en use le moins du monde. Il tire de cet

intermède la leçon qu'il lui faut disperser le capital entre les mains d'un plus grand nombre d'actionnaires. L'occasion de réussir deux coups d'éclat en un temps et deux mouvements. D'abord en vendant le quart des actions de Krupp au shah de Perse. Puis en recrutant, au titre de président du Conseil de surveillance, le faiseur de rois blanchi sous le harnais qui le tient depuis toujours pour un « enfant chéri des Dieux ». Rien moins que Hermann Josef Abs, le numéro un de la Deutsche Bank, alors âgé de 66 ans et dont il est sûr qu'il saura, le temps venu et la tempête financière apaisée, lui rendre la main dans un contexte de totale loyauté.

Ce qui sera effectivement le cas lorsqu'un secrétaire d'État de Helmut Schmidt, alors ministre des Finances du chancelier Willy Brandt, viendra, en son temps, prendre le relais de Hermann Josef Abs. Là encore, nous sommes devant un profil tout à fait révélateur de l'esprit de clan qui régnait dans les étages patronaux de l'Allemagne d'alors. Ernst Wolf Mommsen, fils de médecin, neveu d'un prix Nobel d'histoire et du théoricien des « origines puritaines du capitalisme » Max Weber, est né dans une famille où l'on se prépare dès le berceau à collectionner les parchemins et les distinctions. Son évolution est cependant étrange, car c'est au seuil de la trentaine que, son parchemin de juriste en poche, il s'est subitement encarté au parti nazi. Pour aussitôt se voir confier un poste de responsabilité au sein du ministère de l'Armement dirigé par Albert Speer. Pouvait-il ignorer l'esclavagisme industriel pratiqué par l'administration Speer dans les camps de concentration usines de Dora et d'Essen ? Dans le doute, il sera, comme Alfried Krupp ou Wolff von Amerongen, interné en 1945, à fin de dénazification, par les Américains.

D'un naturel frondeur, ce promoteur pragmatique du commerce avec l'Est s'autorisait, quitte à hérissier ses

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pouvoir hongrois abandonnait délibérément la communauté des États du pacte de Varsovie. C'était donc là une trahison. Pour de l'argent, naturellement, pour de l'argent !

Pour de l'argent certes. Mais également parce que les régimes concernés étaient à bout de souffle et déjà sous la coupe financière de l'Allemagne de l'ouest. C'est le constat que font, le 17 juillet 1989 et dans une salle du Kremlin, les meilleurs germanistes gravitant dans l'orbite du KGB. Markus Wolf, l'ancien chef de la Stasi, alors en froid avec Honecker, mais proche de Gorbatchev, a la parole :

– L'insurrection, commence Wolf, n'est pas un risque immédiat. La rue reste calme. Il n'y a pas de virulence au sein de notre société. L'urgence, c'est la mise sur pied de l'équipe réformiste qui devra relancer l'économie. Mais même si cela intervient, il n'est pas sûr que les choses s'arrangent. Car le problème, voyez-vous, c'est cette tentation permanente de comparer nos performances à celles de l'Allemagne de l'Ouest.

Vladimir Krioutchkov, le président du KGB qui lui fait face, a jusqu'alors joué au matou endormi. (Le niveau de vie est une chose, se réveille-t-il soudain, mais imaginer les formules originales qui permettraient d'instaurer une certaine fluidité au niveau des frontières de la RDA est tout aussi essentiel. Vos compatriotes, camarade général Wolf, veulent consommer et voyager. Ils ont pris de mauvaises habitudes en regardant les télévisions occidentales et en prenant des vacances en Hongrie. À cet égard, ce qui se passe à Budapest et à Varsovie, avec l'invasion des ambassades et des consulats de RFA, est extrêmement préoccupant. Pour l'instant, cette émigration évite l'insurrection, dans la mesure où les plus hostiles au régime s'éliminent d'eux-mêmes. D'un autre côté, la RDA se saigne de ses forces vives. Tout cela est très sensible !)

Sensible au point de bientôt signer la perdition du régime de Berlin-est, disparition elle-même annonciatrice de celle du système soviétique que Gorby le Magnifique avait poussé au ravin à l'insu de son plein gré. Il restait à Helmut Kohl d'être à la mesure d'un défi, consistant à transformer « sa » République fédérale, en point d'ancrage d'une seule et unique Allemagne future.

En historien émérite, le chancelier se souvient que son grand mentor Konrad Adenauer avait, dès 1949, affirmé que la zone occupée occidentale, glacis européen de l'Amérique dans l'avant-cour de l'adversaire rouge, se posait comme le seul noyau étatique imaginable de la nation allemande. La banqueroute de la « Prusse soviétique », ainsi que les dignitaires ouest-allemands appelaient la RDA, augurait-elle du retour en majesté d'une Allemagne occidentale redevenue la troisième puissance économique mondiale ? Jamais, même dans ses rêves les plus fous, Helmut Kohl ne s'était pourtant imaginé devenir un jour le chancelier de retrouvailles allemandes.

Pourtant, début 1990, rien n'est acquis. Et le chancelier doit admettre, dans le cercle étroit de ses conseillers, qu'il a joué à l'apprenti sorcier en affirmant qu'il était un devoir pour les Allemands de l'Ouest d'ouvrir toutes grandes leurs portes à leurs frères de l'Est. La perspective d'une submersion de l'Allemagne occidentale par un *rush* migratoire n'est alors nullement exclue. Le chancelier, au-delà des apparences, est profondément déstabilisé. D'autant qu'il se sait visé par un *Putsch* médiatique fomenté par les *Stern*, *Spiegel* et *Die Zeit*, titres élitaires de Hambourg qui font la pluie et le beau temps à Bonn.

Le dessein des dirigeants de ces médias est clair : considérant Kohl comme un provincial incapable de maîtriser une situation relevant d'une subtilité diplomatique à la

Clausewitz, leurs patrons ont décidé de se payer son scalp et de faire la courte échelle à leur chouchou qu'est alors Lothar Spaeth, ministre-président très style *manager-new-wave* du Bade-Wurtemberg.

C'est finalement Gorbatchev qui, alors même que la fébrilité « grande allemande » affichée par Kohl fin 1989 l'avait mis dans un état de rage extrême, lui sauvera la mise. Farouchement opposé à la réunification en novembre 1989, le Russe s'est rendu à la raison. Trois mois ont suffi pour qu'il change radicalement de position. Le 3 février 1990, en pénétrant dans le bureau du chef du Kremlin, Helmut Kohl ignore encore l'ampleur de cette mue surprenante. Et il sera au bord de la suffocation lorsqu'il entendra son hôte lui tenir des propos jusqu'alors impensables :

– Ma religion est faite, commence Gorbatchev. J'ai certes pris un peu de temps. Mais je suis arrivé à la conclusion que c'est à la RDA et à la RFA de décider comment, quand et à quelle vitesse, la réunification doit avoir lieu.

– J'en suis, murmure l'Allemand, très touché...

– Ne soyez rien, Monsieur le chancelier, et considérez surtout, comme on le dit si bien chez vous, que la messe est dite.

Il faudra cependant attendre la fin du mois de mars 1990 pour qu'au spectacle d'un pays déjà largement sous perfusion financière ouest-allemande, les *insiders* de la chose économique est-allemande se résignent à la dilution de la RDA dans une nouvelle grande Allemagne neutralisée. Cette hypothèse ne fait plus bondir. Et Hans Modrow, Premier ministre transitoire de la RDA, l'avait évoqué publiquement dès le 1^{er} février 1989. Une bonne manière que, six jours plus tard, Helmut Kohl saluera en proposant l'instauration rapide d'une union monétaire entre les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

L'impossible *leadership*

Les prises de position allemandes ont, depuis la crise de 2008, systématiquement pour effet de diviser l'Europe en deux camps : celui des pays vertueux du Nord comme la Suède, le Danemark, la Hollande et l'Autriche et celui des nations laxistes du Sud, pour lesquelles Angela Merkel n'est jamais qu'une maîtresse d'école insensible, autoritaire et peut-être même incompétente. Un dernier soupçon auquel celui qui se tient pour le meilleur économiste allemand vivant accorde d'ailleurs foi. « Elle ne connaît rien à la finance, peste en effet à ce propos Helmut Schmidt, mais elle y met quand même son grain de sel ». Depuis sa chaise roulante de grand infirme lumineux, Wolfgang Schäuble, ancien bras droit de Helmut Kohl devenu le mentor économique d'Angela Merkel, tente quant à lui l'impossible pour éviter les divisions irrémédiables. Mieux que quiconque, ce pragmatique sait que pour un temps indéterminé et en dépit de la profonde inconséquence de ses partenaires latins, l'Allemagne ne peut se payer le luxe de paraître vouloir leur dicter quoi que ce soit.

Justement, bien avant lui, Helmut Schmidt s'y était risqué. Avant d'être vite rappelé à l'ordre. Avocat un peu trop pressant d'une mise au pas économique de la France, il s'était fait, à la « une » de *France Soir*, assimiler, en allemand dans le texte, à un *Feldwebel* (adjudant) par le polémiste Jean Dutour. Ce qui était plutôt bien vu puisque, déjà, en Allemagne ses détracteurs l'avaient surnommé *Schmidt Schnauze*, ou « Schmidt grande gueule ».

Il est vrai qu'en résonance avec l'idée que les Français se

font, selon qu'ils résident au nord ou au sud de la Loire, de l'assiduité au travail des Gaulois, Helmut Schmidt ne voyait, dans ses compatriotes vivants dans le sud de l'Allemagne, que des spécimens peu ardents à la tâche. Aujourd'hui contredit par l'extraordinaire développement, à la californienne, de la Bavière et du Jura souabe, il veille à se taire. Sans pour autant réviser foncièrement ses préjugés de Hambourgeois à l'égard des peuplades un zeste exotique que resteraient les Rhénans, les Bavaois... ou autres latins.

Ce qu'il avait largement démontré, jadis, lorsque ministre de la Défense du chancelier Willy Brandt, il avait visité une unité de blindés britannique stationnée dans une ville du centre de l'Allemagne. L'occasion, en plongeant dans les entrailles d'une tourelle de char, d'interroger ses hôtes anglais et proches conseillers sur la « différence fondamentale entre un char italien et un char allemand ». La question est-elle sérieuse ? Sûrement pas puisque le chancelier est hilare. Déjà, il a décoché son *Witz*, une histoire drôle à l'allemande, à la vitesse de l'éclair. « C'est très simple, s'esclaffe Schmidt en savourant l'hilarité d'un public conquis d'avance. C'est très simple, la différence, c'est qu'un char italien est équipé de quatre marches arrière et d'une marche avant. Alors que sur un char allemand, il y a, comme de juste, quatre marches avant et une marche arrière. » Éclat de rire général. Échos de presse le lendemain. Incident diplomatique avec Rome. Chapelet d'excuses de Bonn.

L'ancien chancelier, reconverti en tant qu'éditorialiste du prestigieux hebdomadaire hambourgeois *Die Zeit*, n'a en rien modifié sa perception de la garrigue à cigales que reste pour lui le Sud de l'Europe. Un espace qui serait aussi, selon l'expression péjorative utilisée par les Allemands lorsqu'ils évoquent une moindre performance, celui où sévirait une *polnische Wirtschaft* – « économie polonaise » caractérisée par

l'inefficience, l'inorganisation et les désordres en tout genre qui, dans le courant du XVIII^e siècle, affligeaient l'infortunée Pologne.

Nous ne le répéterons pas. Mais il est notoire que Schmidt et Kohl affichent unanimement la même sévérité envers le manque de vision, les attitudes étriquées et le manque d'imagination et de créativité stratégique d'Angela Merkel et de ses alliés politiques libéraux. Leurs critiques n'épargnent pas plus les leaders d'une opposition socialdémocrate tout aussi timorée. Helmut Schmidt que l'on avait jadis, dans une hyperbole sûrement excessive et en référence à Bismarck, qualifié de « Chancelier de fer », n'en est pas moins conscient du drame européen que représente l'impossibilité dans laquelle se trouve une puissance, qui ne peut – sur le papier – être que l'Allemagne, d'exercer le *leadership* qui lui reviendrait. « Même s'ils s'imaginaient, souligne l'ancien chancelier, devoir donner le *la* au sein de l'Union européenne, les Allemands, handicapés par l'histoire du XX^e siècle, sont encore loin de pouvoir revendiquer ce rôle directeur. Car le crime perpétré envers six millions de Juifs est si fortement présent dans l'inconscient des peuples européens qu'un leadership allemand s'exclut toujours de lui-même. »

Bien que non explicite, ce *leadership* allemand est une réalité vécue par l'ensemble de ses partenaires. Qui, parmi ceux-ci, doutent encore que l'Allemagne ait les moyens d'accéder à la cour des grands planétaire ? Vieilles et grandes puissances fatiguées, mais riches d'une histoire semée d'épopées grandioses, la Grande-Bretagne et la France font comme si la question ne se posait pas. Elles sont dans la cour des grands stratégiques. Et nullement pressées d'y voir débarquer les Allemands. Ces derniers ne sont cependant dupes de rien.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le cap très difficile de l'année 1933 sera franchi en vidant les caisses de toutes les réserves en devises et en or de l'Allemagne ; 1934 sera l'année d'un dumping exportateur effréné auquel les Américains répondront en fermant leurs frontières au *made in Germany* ; en 1935, la population sera contrainte de gager les dépenses qu'impliquent les importations de denrées vitales pour le pays en plaçant en banque l'or et les devises étrangères qu'elle possède ; en 1938, à cette même fin, Hitler fera saisir l'or de la banque d'Autriche au lendemain de l'Anschluss ; avant, en 1939, de sauver la situation en signant avec les Russes un pacte germano-soviétique dont l'une des clauses assure à l'Allemagne l'essentiel de ses approvisionnements en matières premières.

Prestidigitateur émérite, ou plutôt semi-escroc, Schacht ira jusqu'à inventer une fiction de société, la *Metallurgische Forschungsgesellschaft, mbH*, afin d'y drainer sous la contrainte – 30 % de leur portefeuille pour les banques et de 90 % pour les municipalités et compagnies d'assurance – des titres convertibles en Reichsmark. Avec pour conséquence « miraculeuse » une augmentation induite de la masse monétaire du Reich de 33 % entre 1933 et 1938.

Dans le même temps, le contrôle des importations est une manière d'organiser la pénurie afin, dès le milieu des années 1930 et de manière effrénée, de consacrer un maximum de moyens à l'effort de guerre. En 1938, c'est bien 20 % du PIB qui est consacré au secteur militaire. À flux tendu et aux limites de la rupture productive : pénurie d'acier une année, épuisement des réserves de change et manque de capacités ferroviaires la suivante. Avant que l'Allemagne ne manque de bras.

Pour y pallier l'État nazi mobilise les femmes et les jeunes hitlériennes. Ce qui n'empêche pas le pays de se retrouver aux limites du collapsus en 1939 : la fabrication

d'armement fléchit, trop de Reichsmarks circulent dans le pays, le risque d'inflation menace et les alliés occidentaux, conscients de la menace mortelle du nazisme, se sont enfin réveillés. Hitler comprend qu'il n'a plus rien à gagner à attendre. L'analyse *a posteriori* de ses choix industriels en matière d'armement montre qu'en vue de la campagne de France qu'il prépare déjà activement, il privilégie la production de canons et de munitions aux dépens de la fabrication des chars. Le signe, que plutôt qu'à la *Blitzkrieg* que l'on sait, il n'écartait nullement la perspective d'une longue guerre d'usure.

Dans le même temps, tout en subissant rigueur et privations, la population allemande bénéficie d'un strict blocage des prix. Exit le risque d'inflation galopante des années 1920. L'invasion des *Ersatz* est à son comble. Ces produits de substitution, de préférence aryens, envahissent les tables allemandes : la margarine remplace le beurre, la chicorée le café, le sucre de betterave celui de canne et le *Buna*, un polymère produit dès 1935 dans une usine chimique gérée par IG Farben et l'unité SS stationnée dans l'orbite du camp d'Auschwitz, les caoutchoucs naturels d'origine exotique.

Le contraste avec les pays rivaux de l'Allemagne est sidérant. La Grande-Bretagne, en rupture avec la fixation vertueuse d'une parité livre sterling/étalon or en 1925, renoue dès 1931 avec l'activation laxiste de sa planche à billets. Un exemple qu'imite la France en 1936, en même temps que l'instauration des 40 heures. Période confuse que ces années 1930. À propos desquelles de nombreux mythes continuent d'être propagés. Celui, par exemple, voulant que le président américain Roosevelt, souvent catalogué comme un keynésien et interventionniste convaincu, ait laissé filer la dette publique et l'inflation afin d'endiguer le chômage.

C'est oublier que, durant ses trois mandats, le niveau de

l'unemployment rate de l'Amérique n'est jamais passé en dessous de la barre des 10 %, et qu'il fallut attendre le sursaut lié à l'entrée en guerre de 1941 pour qu'il en soit autrement.

Dès mars 1942, l'Amérique devient tout à la fois le bailleur de fonds et l'arsenal des démocraties contre l'hitlérisme. La Grande-Bretagne bénéficia en priorité d'un généreux prêt-bail. En même temps que la Russie puisque, à compter de l'automne 1942, Washington lui livrera, acheminés au niveau de l'arc arctique ou à travers l'Iran, près de 1 300 avions, 2 300 chars, 430 000 camions, 2 000 locomotives et des milliers de tonnes de carburant pour avion. Le tout pour une contrevalet de 11 milliards de dollars. Une somme qui ne sera jamais remboursée, sur ordre de Staline et alors même qu'en 1943, lors de la conférence de Téhéran, il avait admis que, sans ces livraisons américaines, la Russie soviétique aurait perdu la guerre face à l'Allemagne nazie.

Cette séquence de repli autarcique de l'Allemagne industrielle est tout, sauf anodine. Doit-on en déduire que, suscités durant la période 1933/1945, les conditionnements inhérents à cette *success story* économique et guerrière nazie imprègnent toujours en profondeur la génétique industrielle allemande ? Entendons-nous bien : il serait insultant d'établir une quelconque parenté d'inspiration entre les performances de l'économie allemande postérieures à 1945 et les acteurs, méthodes et résultats antérieurs d'une politique économique nazie ayant, *de facto* et en réduisant plusieurs peuples et ethnies à l'esclavage, aligné des résultats industriels spectaculaires. Mais comment nier le fait que, dans l'après-guerre, c'est bien sur le socle de ces réussites industrielles nazies, très souvent grâce à des structures de production restées intactes, que l'Allemagne a pu prospérer et se refaire une santé.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

émulation créative qu'ont été, entre la signature des traités de Westphalie en 1648 et l'émergence dominatrice de la Prusse de 1870, les compétitions de nature économique, culturelle et artistique entre royaumes, principautés et comtés d'un Saint-Empire romain germanique parcellisé à son plus grand avantage créatif.

Étrangement, alors même qu'elle y restait en position de force il y a encore deux décennies, l'industrie allemande a perdu pied dans les domaines de l'optique et de la microélectronique. Sans parler, effet *Silicon Valley* oblige, d'une disparition pure et simple de tout opérateur allemand, pourtant dominant dans le courant des années 1960/1970, dans le secteur de l'électronique grand public.

Depuis 2004, le magazine américain *Forbes* n'en considère pas moins régulièrement l'Allemagne, autrement dit le *Standort Deutschland*, comme l'espace économique le plus performant du monde après les États-Unis et la Chine. Les agences de notation financière ne cessent quant à elles de la considérer comme une nation s'étant dotée d'une économie « moderne, hautement diversifiée et compétitive ».

Loin de nourrir l'autosatisfaction germanique, ces brassées de lauriers n'empêchent nullement la classe dirigeante allemande d'accroître sa compétitivité industrielle à marche forcée. Tout au contraire ! S'inquiétant d'avoir franchi à la fin des années 2000/2010, mais vers le bas, le seuil des 5 millions d'emplois industriels, ils considèrent plus que jamais qu'il leur faut confirmer chaque jour que Dieu fait leur suprématie manufacturière.

Développer et *a fortiori* rapatrier l'emploi qualifié sur le *Standort Deutschland* est ainsi, à l'heure où d'aucuns se résignaient aux « délocalisations compétitives », redevenu l'« ardente obligation » d'acteurs économiques allemands bien

plus dirigistes et gaulliens qu'il n'y paraît. C'est donc dans une logique quasi militaire qu'ils conduisent, dans la discrétion d'instituts financés de manière paritaire avec l'État, le développement de ces « savoir-faire générationnels » qui, dans le domaine des technologies métallurgiques, électroniques et numériques, les confirment plus que jamais comme les acteurs de pointe de ces secteurs.

Robotisation, formation en alternance, inventivité, ou les faux secrets d'une compétitivité sans mystères

L'ardeur compétitive de l'Allemagne impressionne ses voisins : ses excédents commerciaux cumulés à ceux de son satellite économique qu'est plus que jamais la Hollande, totalise 200 milliards d'euros. C'est autant que les déficits cumulés des pays du Sud de l'Union européenne. Même tableau au plan mondial où, sur le terrain des machines-outils robotisées – sans lesquelles aucun pays, à commencer par les « émergents », ne saurait produire le moindre bien de consommation un tant sans peu sophistiqué –, la suprématie allemande est parfaitement inexpugnable.

Champions du monde de la mécanique de précision, c'est depuis leurs ordinateurs que les ingénieurs programment ces robots qui, de proche en proche, remplacent les esclaves industriels qu'étaient les ouvriers des ères tayloriste ou stakhanoviste. Cette révolution numérique de l'*économie* a permis aux chaînes de production de s'organiser et de se configurer, dans un foisonnement d'interactions entre individus et d'objets, en réseau d'intelligence partagée. Comparativement, c'est peu dire que les techniciens allemands se sont, à ce jeu, assurés plusieurs coudées d'avance sur leurs rivaux. En témoigne éloquemment la simple donnée factuelle voulant qu'en 2012, en regard des 19 000 robots supplémentaires installés sur les chaînes de l'industrie allemande qui en comptait déjà 150

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'utilité et la pertinence fonctionnelle et technologique qui font prospérer le *made in Germany*. Avec pour conséquence, alors même que la consommation intérieure allemande restait au point mort, de voir exploser ses exportations de 70 % durant la même décennie.

Un autre facteur de compétitivité, souvent ignoré, réside dans la moindre charge que reste en Allemagne, en dépit d'une poussée haussière récente, les coûts de l'immobilier. Là encore, les chiffres surprennent : avec une hausse des loyers industriels nus de 17 % entre 2000 et 2012 contre 27 % en France. Même constat pour les coûts d'infrastructures des entreprises qui ont augmenté de 23 % en Allemagne contre 51 % en France. Les prix de l'immobilier allemand ont certes augmenté depuis 2005. Mais les coûts prohibitifs de ces secteurs scandaleusement spéculatifs et parasitaires français et anglais restent autant d'avantages compétitifs cédés à l'Allemagne industrielle. En 2011, alors qu'il fallait déboursier annuellement, au mètre carré, 810 euros pour jouir de bureaux de qualité dans le centre de Paris et 1 250 euros dans celui de Londres, le prix des loyers, pour un niveau de prestations comparable, n'était que de 432 euros à Francfort et de 262 euros à Berlin. Soit deux à cinq fois moins élevé.

L'Allemagne va mieux économiquement depuis la fin des années 2000. Mais comment occulter qu'en 2010, la conjugaison du pire avec la poursuite de son déclin nataliste et du meilleur, avec le contre-effet de ses efforts de productivité/compétitivité, y entraîne la suppression d'un bon demi-million d'emplois ? Alors que durant la même décennie, pressée par la réitération de soldes natalistes positifs, la France se voyait contrainte, dans le vain espoir de tempérer un tant soit peu un niveau de chômage de plus en plus désastreux, d'en créer plus de 5 millions. Rien que cette raison, gouverner la France

est donc autrement ardu que de « manager » l'Allemagne.

A chaque nation ses marqueurs, trop souvent choisis de manière sélective sur des critères affectifs ou idéologiques. À ce propos, il est savamment constaté que les Allemands, dont l'économie est florissante, ne seraient pas, en regard de facteurs qui déterminent la viabilité de long terme d'une nation ou d'une civilisation, en aussi bonne santé qu'il y paraît. Ce qui n'est nullement faux en termes de tendances. Car on a déjà bien compris que, partant d'une natalité en berne, ils seraient menacés d'extinction.

On sait moins que, comparés aux pays à bonnets d'âne du Sud, nos chers voisins seraient, depuis peu, moins inventifs sur le plan scientifique, que leur espérance de vie serait moindre que celle des Espagnols ou des Français. Et surtout, ô surprise, que le patrimoine moyen d'une famille allemande serait l'un des plus bas d'Europe. Oui, l'Allemagne est sûrement, à terme, exposée à plusieurs cancers d'ores et déjà prévisibles à la lecture de son génome. Mais, en dépit de l'avenir radieux qu'anticipent leurs propres marqueurs génétiques, ses voisines lymphatiques n'en risquent pas moins, dans l'intervalle, par inadvertance et tout banalement, de disparaître du champ économique suite à une grippe soignée, trop tard et trop négligemment.

Quand la perfection du prosaïque nordique épouse la troisième révolution industrielle

Ach, die deutsche Qualität ! Elle n'aurait d'égale que la robustesse magique du *made in Germany* ! En regard des réussites de l'Allemagne, les Européens en mal de succès se prennent à mythifier comme des prodiges d'essence surnaturelle, des modes de fonctionnement et d'organisation industriels bien plus prosaïques qu'il n'y paraît. Afin de maintenir, tout en le perfectionnant, son niveau d'attractivité et de compétitivité actuel, l'Allemagne a tout d'abord bénéficié d'une chance déterminante. Celle que lui ont offerte, au pivot des années 1980, l'inertie et la cécité de ses principaux partenaires et néanmoins rivaux commerciaux et industriels.

Souvenons-nous des délires de tous ces muscadins en chaise longue qui, au milieu des années 1980, spéculaient sur l'avènement d'une économie de services qui allait, en déménageant dans des immeubles de bureaux insonorisés, paysagés et écologiques, nettoyer le paysage européen de ses usines puantes et polluantes. Rien de semblable outre-Rhin où, d'arrache-pied, les dirigeants très *Mittelstand*, ou « classes moyennes », de l'armada des PME allemandes modernisaient leurs unités de production, toujours aussi industrielles, mais de plus en plus automatisées et numérisées.

Exploitant toutes les ressources de l'informatique, ils robotisent leur éventail de machines-outils. Ingénieurs pragmatiques formés au marketing, ils ne craignent pas, à cette

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de lobbying impressionnante. Mais ceux qui en forment le « comité exécutif » opérationnel, ne seraient pourtant rien s'ils ne disposaient pas, si nécessaire et en cas de force majeure démocratique, de la bienveillance de responsables gouvernementaux qu'ils jugent souvent incompétents et même lâches. Sans pour autant les provoquer ouvertement. C'est ainsi que l'électricien d'Eon Johannes Teyssen, pourtant fervent défenseur d'une prolongation de la durée de vie de ses réacteurs nucléaires, s'est aligné sans le moindre murmure sur les positions d'Angela Merkel lorsque celle-ci s'est déterminée, après la catastrophe de Fukushima, à tourner le dos au nucléaire.

Même respect discipliné du primat du politique de la part de celui qui s'est posé depuis le début du siècle comme le patriarche incontesté de la *Deutschland AG*. Comme Teyssen farouche partisan du nucléaire au titre de son implication au sein du Conseil de surveillance d'Eon, Werner Wenning, président du Conseil de surveillance de Bayer, s'est en effet considéré aux ordres de la chancelière de Berlin lorsqu'il s'est agi de tourner la page du nucléaire.

Ce grand manitou de la chimie, également présent au sein des instances de contrôle de la Deutsche Bank, et du lessivier Henkel, Wenning est aujourd'hui le gardien du temple ordolibéraliste allemand. Issu des métiers de base de la chimie, rompu à l'international au Pérou et en Espagne, numéro un opérationnel du groupe durant plus d'une décennie, il a été l'acteur clef d'une restructuration qui, au début des années 2000, sauvera Bayer, par ailleurs fortement ébranlé par le retrait du marché de l'un de ses médicaments anti-cholestérol, d'un déclin annoncé. Redoutable stratège, autant que tacticien, il incarne, tel qu'en lui-même, mais sans la moindre naïveté ou sensiblerie au niveau de l'action, cette éthique chrétienne démocrate qui reste, plus que jamais, la marque de fabrique du

patronat allemand.

En réalité, il est bien moins soumis aux tensions idéologiques et sociales qu'un patron latin. Car entre l'ordolibéralisme de la droite et le socialisme de la gauche allemande, le seul conflit imaginable est d'ordre sémantique et se résume finalement en une simple inversion de termes. En évoquant, d'un côté une économie de marché sociale, de l'autre une économie sociale de marché. Dans une telle constellation, il est parfaitement impensable qu'un membre de ce club d'élite soit remplacé au hasard ou dans un contexte d'urgence. Obligé, ainsi que le veut une loi spécifique, de s'astreindre à une pause légale de deux ans avant d'assurer la présidence du Conseil de surveillance, donc de pouvoir évaluer *in situ* l'action de son successeur à double nationalité Hollandaise et américaine, Wenning a trouvé cette disposition absurde. Mais il a joué le jeu en laissant à Marijn Dekkers, le « hollandais volant » qu'il s'est choisi comme successeur opérationnel, les coudées parfaitement franches. Là encore, il s'agit d'un profil pour le moins exotique. Ingénieur chimiste, ancien chercheur à la General Electric, ce crabe de fond de cour quasi impassable au tennis est lui aussi une star du *top ten* industriel allemand. Sans pour autant compter parmi les mieux payés d'Europe.

Werner Wenning ne considère en effet pas l'entreprise comme un espace casino soumis aux délires de la financiarisation. Et les extravagances astronomiques ne sont plus, concernant les rémunérations des managers de la *Deutschland AG*, à l'ordre du jour. L'urgence absolue étant de restaurer un précieux consensus entre l'économie et le reste de la société, ni lui, ni aucun autre patron, ne devraient selon lui toucher plus de 10 millions d'euros par an comme ce fut longtemps le cas. Réaliste sur la dépendance à l'exportation de la machine industrielle allemande, Wenning milite sans le

moindre état d'âme en faveur du sauvetage de l'euro tout en exigeant une remise en ordre des économies de l'Europe du Sud.

Son avis est partagé par tous ses pairs. Créer l'euro avant de favoriser l'émergence d'un marché, d'institutions fédérales adaptées et d'une culture économique européenne était *de facto* une absurdité. La grande faute de la politique européenne a donc été de vouloir atteler le cheval par l'arrière. Dès lors, que vive l'union bancaire et l'instauration d'une gouvernance économique et monétaire européenne ! En écoutant Wenning et ses amis, on croit entendre la chancelière, ou plutôt comprendre, lorsqu'on analyse les propos d'Angela Merkel sur une crise née d'une violation permanente du traité de Maastricht, que celle-ci l'écoute plus qu'assidûment.

Si, entre 2003 et 2012, alors que ses voisins de la zone euro continuaient à s'endetter, Gerhard Schroeder est parti à l'offensive, c'est parce qu'il s'était entendu avec les leaders de la *Deutschland AG* sur la nécessité de refonder la compétitivité du made in Germany avant que ne faiblisse l'effet d'aubaine commercial qui faisait des Allemands, en l'absence d'autres fabricants effectifs, les fournisseurs exclusifs des industriels des pays émergents en machines-outils.

Sans posture ou agressivité perceptible, se manifestait silencieusement un rare sens de l'anticipation. Avoir un coup d'avance sur la concurrence, là est tout le secret de nombre de réussites allemandes. À compter de 2003, la stratégie de relance économique – par un redéploiement spectaculaire de l'offre d'automobiles haut de gamme, de robots ménagers inusables et de machines-outils intelligentes – illustre la maîtrise de cet art de la guerre de mouvement qui, dans le passé, sur les champs de bataille de 1940 autant que sur les terrains de football des années 1980 et depuis la récente Ligue des Champions 2013, expliquent largement les victoires de la Wehrmacht vert-de-gris

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

combat de trop n'est plus un problème. Et perdre la face n'est jamais trop un drame. Plus que jamais, seul compte le résultat. En référence à une ouverture compliquée, mais réelle à des traditions effectivement hétéroclites et ambivalentes.

Celle des *hippies peace and love* des révoltes de campus de 1968 a très fortement marqué plusieurs générations de *baby-boomers*, avant de les porter, au nom d'un pacifisme écologique quasi religieux, à se mobiliser en foules immenses pour s'opposer à la guerre du Vietnam, puis à l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains sur le sol allemand. Rétrospectivement, preuve est donnée que cette non-violence militante a été bien plus efficace que la violence idéologique des apprentis terroristes manipulés et manipulateurs de la *Rote Armee Fraktion*.

Ces facteurs ont-ils influés sur le climat social ambiant ? Sans aucun doute. Et c'est dire si le profond consensus qui singularise la société allemande est considéré comme un héritage précieux. La référence messianique française à l'exemplarité sociale est, à cet égard, un contre-modèle absolu. Et la prétention humaniste à vouloir transposer le modèle social français au plan européen agace au plus haut point. Vu de Berlin, il y aurait en effet quelque indécence à oublier que l'Europe, forte d'abriter 7 % de la population mondiale, tout en assurant 15 % du PIB de la planète, n'en engloutit pas moins près de 50 % des dépenses sociales.

Puissants, autonomes et représentatifs, les syndicalistes allemands jouissent du même niveau d'expertise économique que leurs vis-à-vis patronaux dès lors qu'il s'agit d'assumer les contraintes de la mondialisation. Et pour peu qu'un minimum de flexibilité soit adopté du côté patronal en matière de salaire ou d'horaire de travail, ces compétences seront mobilisées pour

obtenir une qualité de produits industriels d'autant plus courue, que sa cherté, traduction explicite de sa rareté, soulignera tout autant l'appartenance du *made in Germany* au *nec plus ultra* technologique et industriel planétaire.

Les Allemands seraient-ils aussi, dans quelque recoin secret de leur ADN, porteurs d'un chromosome du « consensus social » ? Se pourrait-il que, depuis des temps immémoriaux, se soit inscrite dans l'inné allemand une propension typiquement nordique à mieux résister, en serrant les rangs, aux rigueurs d'un milieu naturel hostile ? Doit-on repousser l'hypothèse qu'il ait pu en résulter, aussi effectivement que sourdement, un sens avéré de l'action collective et une prédilection pour les disciplines qui en découlent ?

En rester à ces vagues questionnements serait néanmoins réducteur. Car bien d'autres facteurs historiques compliquent le tableau, dès qu'il s'agit d'expliquer pourquoi, lorsque les peuples de l'Europe méridionale s'agitent de manière désordonnée, ceux du septentrion se prennent à marcher au pas en confiant le choix des itinéraires à des éclaireurs, « guides » ou *Führer* divinément ou diaboliquement, c'est selon, charismatiques.

Ainsi en a-t-il été lors de ce profond besoin d'affirmation collective que fut la mobilisation déclenchée contre Rome par Martin Luther. Et il en est encore ainsi de nos jours. Cette remise en cause d'une puissance d'essence divine, reste perçue par l'élite luthérienne comme autrement essentiel qu'une révolution française fondée sur le seul ressentiment social et l'exploitation d'une souffrance populaire par une bourgeoisie ambitieuse dont le principal souci était d'évincer une aristocratie royale décadente.

Et si l'on admet qu'en matière d'avancées sociales concrètes, le véritable pionnier européen n'a jamais été que le

prince von Bismarck, comment occulter ce mépris hautin des hommes de pouvoir allemands pour l'égoïsme de courte vue que manifesteraient, sur ce registre, les élites économiques rétrogrades latines ? Cette forme de dédain, même s'il escamote la dimension opportuniste et tactique d'une geste bismarckienne visant à couper l'eau sous les pâles des moulins idéologiques de ses ennemis socialistes, reste aujourd'hui plus que prégnante au sein de la République de Berlin. En tempérant une âpreté au gain qui n'a rien à envier à celle de ses homologues étrangers, le patronat allemand sait habilement s'astreindre, depuis la fin du XIX^e siècle, à redistribuer ce petit plus qui, même calculé au plus juste, évite qu'enflent les grandes frustrations.

Qui prétendra enfin que les grandes messes et les fleuves de lumière nazis filmés comme des apothéoses hitlériennes par la danseuse-cinéaste Leni Riefensthal, ne furent jamais que des fictions opportunistes nées dans l'esprit vénéneux du nabot complexé qu'était Goebbels ? À vrai dire, il s'agissait bien, à grand spectacle, d'une théâtralisation grégaire de la farouche volonté de renaissance d'un peuple qui, humilié à Versailles, mis à terre par la crise de 1929 et réduit à l'autarcie économique et culturelle depuis 1933, avait pris réellement le reste du monde en grippe.

Dans l'immédiat après-guerre, il est assez cocasse d'observer que le pragmatisme d'inspiration anglo-saxonne des vainqueurs du III^e Reich contribuera bien involontairement à consolider les termes de ce consensus social légendaire. En 1945, confrontés à un peuple défait, mais fanatisé par 13 ans de conditionnement totalitaire, les officiers d'occupation américains et britanniques considèrent en effet que le démembrement et la fragmentation des *Konzern* était le seul moyen d'obtenir un effet de dilution fréquentable de l'explosivité politique et sociale des vaincus.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

anticipe de manière quasi instinctive un phénomène qui touche 3,2 millions d'entreprises assurant 57 % des emplois et 40 % du chiffre d'affaires de l'économie allemande.

Comme jamais dans le passé, les entreprises s'emploient à solliciter les meilleurs managers ou experts du monde dès qu'il s'agit d'importer des savoir-faire rares ou exclusifs ! À l'heure de la mondialisation, le repli sur soi n'étant plus de mise, même l'Allemagne du droit du sang s'adapte. En mal de talents, elle est ainsi en passe de devenir l'Eldorado occidental de jeunes surdoués indiens, chinois et nord ou sud-américains. Cette nouvelle vague de migrants se superposant d'ailleurs à celles de Portugais, Espagnols, Grecs, Russes ou Français déjà venus tenter leur chance dans les filiales de grands groupes ou des *start-up* de la région de Munich, Brême, Düsseldorf ou Francfort.

En voie de parfaite assimilation et logés dans des pensions de fond de campagne, ces étrangers jouissent d'une qualité de vie agreste aux antipodes des stress existentiels qui étaient les leurs dans les mégapoles frénétiques et polluées d'Asie ou d'Amérique du Sud.

Sourdement s'esquisse une forme d'immigration choisie, élitaire en diable, se substituant discrètement aux flux indifférenciés de miséreux issus d'Europe centrale.

L'Allemagne trouve ainsi un début de solution à cette mort lente qu'implique la dénatalité qui la guette. Partant d'un taux de renouvellement statistique de 1,37 % enfant par femme – alors que le seuil de renouvellement vital est de deux enfants par femme – l'Allemagne, en régressant de 82 à 65 millions d'habitants, devrait en effet perdre 20 % de sa population d'ici 2060, échéance à laquelle les plus de 65 ans représenteront 34 % de la population contre 14 % aujourd'hui et les plus de 80 ans 14 % au lieu de 9 %. Une situation qui, si elle survenait en

ces termes, provoquerait l'explosion financière des systèmes de retraite et d'assurance-maladie.

Nation vieillissante, l'Allemagne – où l'âge médian est de 44 ans, contre 40 en France – ne compense plus depuis deux décennies ses décès avec de nouvelles naissances. L'absence de crèches en nombre suffisant contraint toujours les Allemandes à choisir entre travailler ou avoir des enfants. Une carence *a priori* incompréhensible dans une société développée et moderne soumise, en son temps, aux ferments émancipateurs du *Women's Liberation Movement*. Mais d'autres facteurs sont presque plus déterminants. Je retiens notamment des contre-effets inhibants d'une politique familiale qui ne pouvait, au temps de sa mise en œuvre, ni marcher dans les traces des *Lebensborn* du III^e Reich – foyers eugéniques créés sous l'impulsion de Himmler et visant à multiplier le taux des naissances d'enfants « aryens » en permettant à des filles-mères d'accoucher anonymement d'enfants conçus avec des SS –, ni imiter celle de l'ex-RDA soviétisée, où 90 % des femmes étaient au travail.

Il est vrai que les autorités de l'ex-RDA, soucieuses de trouver une solution à une pénurie de main-d'œuvre cruciale, avait encouragé tout à la fois le travail des femmes et une procréation intensive. Au prix de deux mesures phares : l'attribution d'un an de congés payés à l'un ou l'autre conjoint dévoué pour s'occuper d'un nouveau-né et la mise en place d'un réseau de crèches pour accueillir 95 % des enfants âgés de 3 à 6 ans. L'État communiste, sans le moindre état d'âme, pénétrait ainsi dans les chambres à coucher des ménages.

Étrangement, l'allitération *Kinder, Küche und Kirche* – « enfants », « cuisine » et « église » – reste une règle non écrite, tacite et contraignante pour la plupart des Allemandes. Attribuée à l'empereur Guillaume II en référence à la morale de

l'Église, cette formule a aussi été celle de Hitler qui, dès son arrivée au pouvoir et avec force prime pouvant équivaloir à 9 mois de salaire moyen, initia une politique nataliste offensive, visant à ce que chaque Allemande mette au moins quatre enfants au monde.

Les contributions germaniques aux abominations eugéniques du XX^e siècle prouvent à quel point le débat sur le risque d'altération du capital biologique et génétique des peuples est resté, dans une Allemagne où le droit du sang – *jus sanguinis* – vient tout juste, depuis 2000, d'être infléchi par un petit pas vers une formule de droit du sol – *jus soli* –, d'une extrême sensibilité. Longtemps tabou, la question des conséquences « ethno-biologiques » des afflux migratoires issus d'Europe de l'Est autant que des zones islamisées de l'Afrique, du Proche-Orient et du bassin méditerranéen, s'est néanmoins enflammée depuis 2010 avec la diffusion d'un brûlot passablement xénophobe.

Son auteur, Thilo Sarrazin, outre qu'il jouit d'un patronyme renvoyant paradoxalement à d'antiques origines maures, s'y montre, ainsi que l'annonce le titre de son livre, obsédé par le risque que *l'Allemagne* ne coure à sa perte. 25 000 exemplaires raflés le jour de la mise en librairie. Et un million et demi d'exemplaires vendus en moins d'un an. Aucun doute : le sacre de ce *best-seller* absolu de l'après-guerre atteste de l'adhésion d'une écrasante majorité d'Allemands à l'idée que l'immigration, incontrôlée ou non, reste, sinon une *Rassenschande* – « profanation de la race » –, du moins un handicap.

Une société qui se métisse s'affaiblit-elle pour autant ? Ou, tout au contraire, se régénère-t-elle d'autant mieux ? L'auteur ne s'attache qu'à répondre au premier questionnement. Membre des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ses 3 200 ouvriers et un chiffre d'affaires de près d'un milliard d'euros, dans le giron de l'Indien Lakshmi Mittal.

Même prescriptions pour Jenoptik Iéna, fierté allemande de l'optique. Créée par Carl Zeiss dont le patronyme est familier à tout propriétaire de jumelles ou d'appareil photo Zeiss Ikon, industriel employant 30 000 personnes, sera racheté par les Länder de Thuringe et du Bade-Wurtemberg. Restructuré, privatisé, subventionné, mais surtout reconverti dans les secteurs de la robotique, des systèmes de défense, des applications laser ou des dispositifs de contrôle de trafic, Zeiss Ikon, qui excelle aujourd'hui sur les marchés américains et asiatiques, est présent dans 40 pays. Et ses systèmes laser permettent, dans une situation de quasi monopole, à des dizaines de milliers de chirurgiens de recoller des rétines fatiguées ou à des metteurs en scène de multiplier les effets d'optique.

De l'art de transformer un handicap en contrainte vertueuse. L'ex-RDA accusera épisodiquement un taux de chômage de 40 % lié à une chute de la production de 70 %. Avant de renaître du néant. Au total, cette remise à niveau a mobilisé 3 % du PIB allemand sur près de quinze ans. Avec pour effet de relancer de manière spectaculaire le taux d'investissement global de l'économie allemande. Végétant au niveau de 18 % du PIB durant les années 1980, il a ainsi bondi à 23 % au début des années 2000. Au final, cette opération a permis aux mécaniciens stratèges de l'économie allemande de « réaléser », d'Ouest en Est, l'ensemble des cylindres du moteur industriel allemand, leurs redonnant ainsi des niveaux de compression inégalés.

En Allemagne, minutie et pondération managériale succèdent souvent à la brutalité de l'électrochoc initial. Il s'agit là d'un processus certes intrusif et chirurgical, mais plus réfléchi, progressif et patient qu'il n'y paraît. Le tout dans la discrétion et au prix d'une concertation systématique entre

partenaires sociaux. Surtout ne jamais « vendre des œufs non pondus », ou « confondre une chose dite avec une chose faite ».

Mais pourquoi les stratèges de Berlin se seraient-ils arrêté aux frontières de la nouvelle Allemagne ? Comme de juste, l'ex-RDA s'est vite transformée en camp de base d'une OPA foudroyante sur les pays d'Europe centrale et orientale. Parce qu'il permettait de produire à l'Est trois fois moins cher en raison des bas salaires qui y étaient pratiqués, ce coup de main a littéralement dopé la compétitivité du *made in Germany*. C'est ainsi que chaque véhicule produit en Allemagne permet aujourd'hui à son constructeur de dégager un chiffre d'affaires moyen 83 % plus élevé que celui d'un véhicule sortie d'une usine française.

Par cercles concentriques, débordant de l'espace de l'ex-RDA, tout un champ de reconversion économique s'est étendu progressivement à l'ensemble des pays d'Europe centrale. Rien moins que la zone d'influence historique traditionnelle de l'Allemagne. La Tchéquie, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie ou la Roumanie sont ainsi redevenues des nations sous-traitantes de l'Allemagne. À cet égard, l'élargissement de l'Europe à 27 pour accueillir les pays du pacte de Varsovie n'a fait que valider une tutelle de fait. À frontière ouverte, l'Allemagne se retrouve donc dans une forme de peau à peau industriel avec un *Hinterland* qui, dans les contours de l'empire bismarckien et de la ligue de la Hanse jusqu'aux confins de l'Europe et de la Scandinavie, lui avait été interdit d'accès durant des décennies. Plus que nul autre de ses concurrents d'Europe occidentale, elle est désormais chez elle à l'est de l'Elbe.

Devait-on tirer parti des moindres qualifications des ouvriers bon marché de ces pays en aspirant ce potentiel au prix d'une immigration massive d'est en ouest de ces forces vives ? Ou

devait-on, tout au contraire, fixer ces populations, roumaine, polonaise ou tchèque, dans leurs terroirs respectifs, tout en y délocalisant les tâches les moins valorisantes et à moindre valeur ajoutées jusqu'alors assurées en Allemagne ? C'est évidemment la deuxième formule qui a été choisie par les stratèges patronaux de la *Deutschland AG*. Là encore, se poser les bonnes questions, de préférence en présence des économistes patentés de la puissante fédération des syndicats allemands faisait sens. C'est donc une stratégie bénie de manière paritaire qui s'est finalement imposée.

Fort de représenter 38 secteurs industriels allant de la métallurgie à l'industrie des armements, le BDI est une puissance inamovible. Et ses stratèges, qui assument depuis plus de 60 ans l'essentiel de la formulation stratégique du *Standort Deutschland*, jouissent d'une continuité d'action dont les ministres et autres politiques de Berlin ne peuvent que rêver. Là est la clef de la réussite allemande.

Mais peut-on encore parler de libéralisme ? En réalité, les travaux d'Hercule de la réunification ont été, aux termes d'une forme de *Gosplan* à la soviétique, avec en prime la ressource de l'efficacité et du sens de la méthode germanique, quasiment conduit à la soviétique.

Ce processus de refondation, toujours ignoré par le reste du monde, a permis la restauration, elle aussi radicale, d'un appareil productif qui, tout en additionnant les potentiels – même technologiquement inégaux – des deux Allemagnes, a mobilisé l'effet de levier de la réunification pour recycler et valoriser des savoir-faire est-allemands qui n'avaient jusqu'alors profité qu'aux alliés soviétiques de la RDA.

Sans le moindre effet d'annonce, silencieusement, de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

conscience » inhibant qu'a longtemps représentée, dans les miroirs du monde atlantique et aussi inefficace et inhumain que ce système ait été, l'alternative communiste orientale. C'est alors que l'on se remémore la prédiction de Georgy Arbatov : « L'URSS, avait prédit malicieusement ce mentor intellectuel de Gorbatchev, vous fera bientôt la pire des choses. Elle vous privera de votre ennemi. »

Nous en sommes bien là. Mais trêve de vaines réminiscences. En regard du déclin démographique actuel, dont personne ne peut encore affirmer qu'il sera transitoire ou irrémédiable, l'Allemagne se montre de moins en moins en capacité de consommer sur son marché intérieur ce qu'elle produira de manière de plus en plus efficiente. Afin d'assurer les trois points de croissance annuels nécessaires au simple maintien du standard de vie de ses habitants rien qu'en matière de santé et de retraite, à cette fin, il lui faut impérativement, compte tenu du fait que son quota d'exportation doit se maintenir à 15 % de son PIB, continuer à pouvoir exporter son *made in Germany* à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro.

Pour l'instant, les exportateurs allemands exploitent encore, à leur plus grand profit, le paradoxe voulant que les plans de relance européens aient notamment pour effet celui de relancer l'industrie des biens de grande consommation chinoise. Un processus qui, en fouettant les ventes de biens d'équipements allemands vers la Chine, explique les performances commerciales allemandes à l'international. Ce faisant, fustige l'ancien chancelier Helmut Schmidt, l'élite industrielle allemande se fourvoie. Car, en accumulant les excédents commerciaux, elle se comporte comme des Chinois, mais sans cette autonomie monétaire qui, si le DM avait encore existé, aurait obligé Berlin, soumis à une spéculation impérative, à

réévaluer massivement sa monnaie.

Forte de 4 300 PME en immersion, les Allemands, avec des exportations dépassant les 1 000 milliards d'euros en 2012, sont cinq fois plus présents sur le marché chinois que tous les autres Européens. À portée de fusil de la Lufhansa Tower de Pékin, c'est toute une petite Allemagne, avec crèches, écoles et clubs dédiés qui s'est organisée. Et dans les avions de la compagnie aérienne allemande, c'est par milliers que, chaque semaine, se pressent ces *Meister*, « monteurs ou ingénieurs », dont les compétences et savoir-faire font l'admiration des Chinois.

Comparé à Air France et ses 92 vols par semaine, assurés avec ses partenaires China Southern et China Easternvers, la compagnie allemande Lufthansa, très en retard il y a seulement 15 ans, réalise désormais, à elle seule, 55 vols hebdomadaires sur 6 destinations telles Pékin, Shanghai, Nanjing, hongkong et Shenyang. Tout n'est pas interprétable, mais il n'est pas anodin d'observer, au sein des cabines long courrier de l'une ou l'autre compagnie, une occupation de l'espace pour le moins éloquente.

Sur Air France, toujours beaucoup de cols blancs, uniformés et cravatés *Boston style* et fleurant l'« Habit rouge de Guerlain » en classe affaire et en première. À l'arrière, quelques techniciens, culotte de velours et col ouvert, se mêlent aux touristes des agences de voyage et *animals plane* de la classe économique. Un contraste saisissant avec la population des cadres intermédiaires, techniciens en jeans et teeshirts d'un *Mittelstand* qui occupe massivement tout l'espace d'une cabine Lufthansa.

Les firmes allemandes ont conquis 20 % du marché automobile chinois en s'adaptant aux goûts et mœurs locaux et en s'inscrivant humblement, au sein des populations civiles, comme le « poisson dans l'eau » de l'allégorie maoïste. Non point pour subvertir la Chine, mais seulement la convertir à la

religion du *made in Germany*. Cette pénétration commerciale comble naturellement Angela Merkel qui, depuis son arrivée au pouvoir, a été reçue six fois dans l'enceinte de la Cité interdite. Certes pour y promouvoir des BMW et des Mercedes, mais tout autant, de manière souveraine, autonome et déterminée, toute la gamme des Airbus.

Sur l'essentiel, la chancelière de Berlin n'ignore rien de la vulnérabilité monétaire paradoxale des Chinois, détenteurs de 30 % des réserves mondiales de change en dollars, envers leurs débiteurs américains. Là est leur vrai talon d'Achille. Assise sur un matelas de dollars pourris, la Chine tremble pour son argent. Une menace pire que l'inflation galopante, l'envol des prix sur les produits alimentaires et l'énergie, le gonflement de la bulle immobilière et le renchérissement du crédit. Sans parler du vieillissement de sa population. Le tout sur fond de montée en puissance politique, peu compatible avec l'ouverture à l'international – prônée par l'élite civile du parti et de l'industrie – de la caste militaire chinoise.

Les Allemands sont-ils, en Chine comme ailleurs, à l'abri de déconvenues ? C'est en négligeant un temps de soigner leur perfection technique, tout en se laissant aller à des délocalisations préjudiciables à la qualité intrinsèque du *made in Germany*, qu'ils ont perdu depuis 2009 le titre envié de premier exportateur mondial au profit des Chinois. Ceux-ci, malgré une moindre croissance de leurs exportations globales, enregistrent en 2012 un excédent commercial de 230 milliards de dollars, soit un bond de 48 %. Quant à l'Amérique, toujours en berne, elle accuse un déficit de 550 milliards de dollars. Illustration de l'avantage compétitif que constitue la sous-évaluation chronique du yuan envers le dollar et l'euro.

En dépit de ces tensions sur le front monétaire, le climat est constamment au beau fixe entre Berlin et Pékin. Et l'Allemagne,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

complémentaire par capitalisation.

C'est à ce prix que le *made in Germany* est redevenu compétitif. Avec pour conséquences d'aggraver une pauvreté qui, depuis le miracle économique des années 1950, ne s'était jamais inscrite aussi visiblement dans le paysage germanique.

Conscient de cet effet, Schroeder ne persiste pas moins à estimer que ce n'est pas l'accumulation des dépenses sociales qui instaure la justice sociale, mais la pertinence de celles-ci. En cela, l'ancien gauchiste a changé radicalement de pied pour considérer que Jean-Jacques Rousseau n'avait pas tort de prétendre que, lorsqu'un État dépense de façon inconsidérée et mal à propos, il « enrichit des fainéants de la dépouille des hommes utiles ».

Reste que ces « mesures monstrueuses » ont tout de même été « commises » par le seul gouvernement vraiment socialiste – soit la coalition rouge/verte que Schroeder dirigera de 1998 à 2005 – jamais au pouvoir depuis la naissance de l'Allemagne moderne en 1870. Systématiquement au pouvoir depuis 128 ans, les droites démocratiques allemandes ne s'étaient jamais autorisées de telles audaces ou « régressions ». Tout au contraire puisque, à rôle inversé, c'est bien un wilhelmien conservateur de l'acabit de Bismarck qui avait posé les fondements d'un État social franchement révolutionnaire pour son époque.

Plus que d'avoir brisé quelques tabous idéologiques, le grand mérite de Gerhard Schroeder est d'avoir initié une révolution systémique réellement copernicienne. N'a-t-il pas, en rappelant qu'aucun État ne pouvait éternellement dépenser plus que ce qu'il prélevait, déchiré le voile et osé le rappeler aux politiciens de tout poil ? N'a-t-il pas aussi, en restaurant la compétitivité du *made in Germany*, réalisé le miracle consistant à remettre l'atelier et l'usine au centre des villes et des villages allemands ?

Lucide, il sait aujourd'hui, alors même qu'il a rejoint la cohorte Tony Blair et autres Bill Clinton sur les estrades dorées des conférences à 200 000 dollars, que ses exploits de « dessilleur », ou de « releveur » de paupières, lui valent l'envie, la jalousie et la détestation de toutes les gauches de la planète.

En 2005, contre Angela Merkel, la seconde campagne électorale de Gerhard Schroeder a toutes les allures d'un suicide politique. Sauf que le mort bouge encore. Ce gamin des rues, bagarreur né et un peu *Filou* comme le veut cette expression française désormais passée dans le langage courant allemand, n'en est pas à une défaite près. Pour lui, son renvoi n'est en rien la conséquence du brio de cette physicienne morne et blême venue de l'Est. Il n'a pas tort. Car avec cette défaite, Schroeder paie avant tout l'effet retard de mesures qui ne porteront leurs fruits qu'à compter de la fin des années 2000.

Celui qui préféra un temps être plutôt « rouge que mort » avec ses camarades écolo-pacifistes, plutôt qu'atlantiste fervent avec le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, s'est aujourd'hui acoquiné avec Vladimir Poutine. Schroeder admet avoir éprouvé d'instinct une profonde sympathie pour un autocrate confronté à la tâche titanesque inhérente à la réanimation, en situation de perpétuelle *emergency*, d'un colosse moribond. Son recrutement au titre de président du Conseil de surveillance du gazoduc Nord Stream, une filiale de la société russe Gasprom, n'en fait pas moins fait désordre. Ainsi que ses activités de consultant au sein de Goldman Sachs, de la banque Rothschild et du groupe de presse suisse *Ringier*. Mais tout indique qu'il s'en moque.

Sans pour autant renoncer à « bassiner » ses « camarades » socialistes français. C'est ainsi que, fin octobre 2012, il affirme devant un parterre de patrons européens que « les promesses de campagne du président français finiront par se fracasser sur le

mur des réalités économiques ». Une pique digne de Maggie Thatcher aussitôt contrée par Jean-Marc Ayraud : « Schroeder, riposte le Premier ministre, a été chancelier d'Allemagne pendant deux mandats. Pendant son premier mandat, il a attendu. Pour n'engager qu'au bout de quatre ans un certain nombre de réformes (...) Moi, c'est au bout de six mois que j'annonce le pacte national pour la compétitivité. »

Irréfutable ! Match nul donc ! Mais apparent. Car la France, qui accuse trois décennies de retard en matière de remise en ordre de ses comptes et de restauration sa compétitivité doit encore retrouver sa vraie place aux côtés, ou en face, c'est selon, d'une voisine de plus en plus sûre d'elle.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'allemande, pour un engagement rouge-vert paisible et réfléchi.

Ce basculement générationnel n'est en rien anodin. De même que la certitude voulant que, pour Jakob Augstein, la puissance moyenne qu'est l'Allemagne n'ait pas d'avenir en dehors d'une communauté européenne de destins. En témoigne, en décembre 2011, au plus fort de la crise de l'euro, cette saillie où, avec une réelle fougue, il prend le parti de ces misérables cigales que brusquerait, avec l'agressivité invasive d'une fourmi, sa bête noire qu'est devenue Angela Merkel : « Ce fantôme effrayant de l'Allemagne relève la tête. Le rigorisme de Merkel ruine ainsi le travail d'image de plusieurs générations. Mais même si elle avait raison sur le fond, il est bien préférable pour l'Allemagne de persévérer dans l'erreur avec ses partenaires européens plutôt que de s'entêter à avoir raison tout seul. »

Belle tirade ! Celle du meilleur avocat du monde latin de Berlin.

Sur ce registre du *Merkel Bashing*, Jakob Augstein peut nouvellement compter sur l'adhésion du prix Nobel de littérature Günter Grass. Depuis peu, visiblement en mal de notoriété, ce monstre sacré et écrivain mythique de l'après-guerre goûte de jouer au Jupiter omniscient de la grande politique allemande. Au prix d'ambivalences de fond et de forme souvent suspectes. « Madame Merkel, assène fin juin 2013 Günter Grass devant un parterre de sociaux-démocrates, a en très peu de temps perturbé la relation de l'Allemagne avec tous ses proches voisins ». Et de revenir, sur le même mode que Martin Walser, sur l'influence d'un « lobby tout-puissant sur le parlement allemand de Berlin. » Se risquerait-il là à une allusion au « lobby juif » ? Immanquablement. Et c'est d'ailleurs chez Grass, en cohérence avec toute une série de provocations marketing savamment distillées, une quasi-manie.

Longtemps, Grass s'est tenu pour une autorité morale

décidant du bien et du mal. Jusqu'au jour où, pris d'une fièvre de vérité tardive, il s'est laissé aller à une terrible confidence. C'est ainsi qu'en 2006, cette belle conscience de gauche allemande avait stupéfié son monde en avouant, dans un livre confession, s'être engagé à 17 ans dans les Waffen SS.

Cette star vieillissante aux cheveux teints détesterait-elle le silence qui se fait lentement autour de son immense personne ? Déjà, en début d'année 2012, Günter Grass s'était rappelé au bon souvenir de ses fans, avec un poème incendiaire dénonçant la capacité d'Israël, possiblement depuis un sous-marin de fabrication allemande, d'envoyer sur l'Iran une bombe atomique susceptible de rayer ce pays de la carte du Proche-Orient. Onde de choc planétaire garantie ! D'autant que, très bien documenté sur le sujet, Günter Grass n'ignore pas que Berlin et Tel-Aviv ont conclu en 2005 un contrat de vente de sous-marins conventionnels de classe Dolphin. Et justement, un sixième exemplaire, équipé de têtes nucléaires, doit être livré fin 2012. L'écrivain stigmatise le « silence généralisé » qui pèse sur la question, évoquant un « mensonge pesant » parce que « le verdict d'antisémitisme tombera automatiquement » sur qui le rompra. Et d'appeler les Allemands, « déjà suffisamment accablés », à ne pas devenir complices d'un « crime prévisible ».

Très vite il trouvera son contradicteur avec Bernard-Henri Lévy qui dénoncera violemment les ambivalences de ce « Burgrave social-démocrate confessant avoir fait ses classes sous le nazisme et le salopard déclarant aujourd'hui, comme n'importe quel nostalgique d'un fascisme devenu tabou, qu'il n'en peut plus de se taire (...) pour ne pas devenir, en plus, les “complices” des “crimes” présents et à venir d'Israël ». Tout en décochant : « le Commandeur était un Tartuffe ; le professeur de morale, l'incarnation de l'immoralité qu'il pourfendait ; Günter Grass, ce gros poisson des lettres, ce turbot congelé par soixante

ans de pose et de mensonge, achève de se décomposer et c'est, à la lettre, ce qui s'appelle une débâcle ».

Dans le même temps, en Allemagne, lors des traditionnelles « marches pour la paix de Pâques », des foules immenses écoutent religieusement les sermons de pasteurs luthériens qui, au nom d'un idéal de paix, prennent la défense de Günter Grass... Quelque 70 manifestations ont eu lieu à travers le pays sous forme de marches, d'offices religieux ou d'autres actions en faveur de la paix, et notamment du retrait des troupes allemandes de tous les conflits armés dans lesquels elles sont engagées. « Günter Grass a raison » ou « Merci, Günter Grass », pouvait-on, par exemple, lire sur des pancartes brandies à Bremerhaven.

Dans la presse allemande, le débat fait rage, marquant ainsi un nouveau pallier dans le processus de désinhibition des « faiseurs d'opinion » de la société allemande. Parmi lesquels se distingue Jakob Augstein qui prend parti pour Günter Grass. En critiquant la « logique de l'ultimatum des Israéliens », souligne-t-il, Grass avait eu raison « d'extraire l'Allemagne de l'ombre » dans laquelle, culpabilité historique oblige, il restait, selon la chancelière Merkel, parfaitement naturel d'estimer que la « sécurité d'Israël relevait de la raison d'État allemande ».

Un soutien qui lui vaudra d'être immédiatement corrigé par un jeune confrère éditorialiste de *Der Spiegel* dont Augstein fils est pourtant l'un des actionnaires marquants : « Les propos de Grass, fustige Georg Dietz, sont ceux d'une génération que l'on croyait morte depuis de nombreuses années, des zombies des jours de guerre et qui tentent depuis de s'auto-absoudre en passant par Israël. »

Et d'ajouter sans craindre de mettre en cause le très réactionnaire géniteur du principal propriétaire de son titre : « Comme jadis chez le grand écrivain allemand Martin Walser,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

élémentaire entre Européens du Nord et du Sud, c'est dans le respect de disciplines budgétaires et de remises en ordre économiques concomitantes. Dans cette logique, si elle appelle de ses vœux la mise en place d'un gouvernement économique européen, elle n'a jamais cru une seule seconde aux assurances de Mario Monti, président du Conseil italien, lorsqu'il lui confiait n'être jamais que le « plus allemand des Italiens ».

Elle ne cesse de s'opposer aux « avancées », unanimement laxistes et donc coûteuses pour Berlin, des dépensiers que sont les quatre « présidents » du Conseil, de la Banque centrale, de l'Eurogroupe et de la Commission européenne. Se résoudra-t-elle un jour à baisser pavillon ? Foin d'illusions ! Autant espérer qu'une dinde, pour peu qu'elle soit consultée sur cette délicate question, accepte de se faire embrocher, puis rôtir en vue d'un repas de Noël !

Les louveteaux d'Angela

Forte du soutien sans faille de son chimiste de mari, souvent séduite, jamais séductrice, Angela Merkel bénéficie d'une solide proximité technique avec un cercle rapproché de jeunes mousquetaires qui font tout et sont donc tout pour elle. Ces technocrates très trois pièces sombres à la *Boston style* sont principalement quadragénaires. Plus champions de *steeple-chase* d'outre-Manche qu'anciens tireurs au sabre des duels étudiants d'une université germanique de province, ils maîtrisent le français et l'anglais à la perfection. Allergiques aux idéologies, farouchement libres, libérés et pragmatiques, ils sont issus des sciences politiques, de la diplomatie, du droit et tout autant du journalisme de haut vol.

Leur seul défaut est sûrement d'être bien trop lisses et de produire des discours ou concepts dépourvus de ces aspérités qui accrochent l'attention d'un public populaire. Un défaut que veille à corriger Beate Baumann, la plus proche conseillère et quasi-sosie physique de la chancelière. Diplômée de Cambridge, cette militante chrétienne-démocrate accompagne Angela Merkel depuis ses premiers pas au sein du parti chrétien-démocrate, puis du Gouvernement. Et c'est à elle qu'il appartient d'« angéliser » les discours de sa *Chefin*, en émaillant ses discours, par exemple et en son temps, de coups de patte fustigeant la permissivité coupable de l'ex-pape Benoît XVI envers les évêques négationnistes.

Rivée à son bureau de 7 heures du matin à 23 heures, cette sœur siamoise de la chancelière est redoutée, c'est selon, comme une sœur de Raspoutine ou un cobra de la reine. Elle est en tout

cas celle qui fait et défait les destins. Sans pour autant se prendre pour une déesse omnipotente. Pensez-donc ! Elle n'est folle que de théâtre loufoque, de gastronomie roborative et de vacances en Écosse. Peu regardante sur ses toilettes, elle ne craint jamais de s'affubler de pantalons couleur carotte et de chausser de gros souliers de randonneur.

Avec Beate Baumann, seul Peter Altmaier, l'homme clef du dispositif parlementaire et électoral de la chancellerie, échappe à un profil par trop technocratique. Ancien haut-fonctionnaire européen, ce Sarrois jovial promu ministre de l'environnement est préposé aux déminages les plus sensibles. Où que ce soit sur l'échiquier politique allemand et européen. Il est vrai qu'il faisait partie intégrante, il y a vingt ans, de cette jeune garde, dite *Pizza-Connection*, au sein de laquelle, dans le sous-sol d'une *trattoria* de Bonn, la néophyte Angela Merkel s'initiait tout à la fois aux arcanes de la politique et aux dégustations comparatives de Valpolicella, Chianti ou Barolo plutôt bas de gamme. L'occasion de souvent faire table commune avec leurs camarades écologistes, parfaits faux adversaires avec lesquels ces panthéistes naturels que sont aussi les luthériens et même certains catholiques de la Chrétienne-Démocratie, conservent d'innombrables points de convergence.

L'illustration, si besoin était, que la République de Berlin reste d'une démocratie bon enfant et foncièrement peu encline aux polarisations venimeuses. Les Grünen allemands, longtemps comparés à des pastèques, car verts de pelure mais rouge vif au niveau du cœur comestible, sont, à vrai dire, presque arrivés au terme de leur longue marche à travers les institutions. Forts d'avoir survécu à leur crise de croissance au pivot des années 1970-1980, ils sont aujourd'hui bien plus appliqués, plus pragmatiques et plus impliqués dans la recherche de solutions progressives et empiriques. Rien à voir avec leurs homologues

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

économique ne faisant qu'administrer la preuve de leur état de grâce, ils entendaient user de leur charisme d'essence spirituelle pour inviter leurs proches à les imiter. À travers leur ascétisme religieux, ils personnifiaient ainsi une manière d'être, un style de vie contagieux.

Il n'y a donc rien d'anodin à constater que les deux plus grands sociologues allemands du début du XX^e siècle aient explicitement stigmatisé un capitalisme qui, parce qu'il était juif, se devait d'être égoïste, aventurier et prédateur.

Il n'est pas certain qu'Adam Smith les aurait approuvés. Lui qui, un siècle plus tôt, considérait que seul l'égoïsme d'un individu, qu'il soit chrétien ou juif et d'où qu'il intervienne, est nuisible. Mais que la confrontation des égoïsmes des agents économiques n'en mène pas moins à l'intérêt général. En foi de quoi, Smith identifiait l'harmonie sociale et la *Richesse des nations* comme des conséquences paradoxales de la main invisible du marché et du choc des intérêts personnels qui en dictait les manifestations.

Dans ce sillage ultralibéral et s'il admet que cette science économique s'applique à la production de biens et de services, Stuart Mill, l'Anglais qui connaissait mieux Avignon que sa ville natale de Londres, estimait que c'était à la société de choisir le mode de répartition des richesses créées. Une morale compatible avec le postulat luthérien voulant que l'homme, bien que foncièrement mauvais, nuisible et cupide, soit accessible à un salut d'essence divine.

À ces critères, l'intérêt persistant des thèses de Max Weber réside finalement dans sa manière de camper Benjamin Franklin comme le promoteur d'un capitalisme qui ne peut se réduire à faire du suif avec le bétail et de l'argent avec les hommes. L'argent, pour ce père fondateur des États-Unis d'Amérique, ne

pouvait en effet se borner à traduire la quête profane d'un quelconque paradis sur terre. Mais, tout au contraire, en faisant œuvre de ponctualité, d'application au travail et de frugalité, d'une aspiration d'essence surnaturelle et religieuse. À la condition, bien évidemment, qu'aucun des riches luthérien ou calviniste élu de la sorte ne soit tenté de pactiser avec le diable.

Les géopoliticiens de Hitler

L'Allemagne, au début du XX^e siècle, se pensait comme une puissance mondiale en situation de faire jeu égal avec la puissance maritime britannique. Une erreur qu'avait su ne pas commettre Bismarck. Ce dernier, en diplomate maîtrisé, s'était bien gardé, afin de mieux circonvenir l'ennemie prioritaire qu'était la France, de provoquer l'Angleterre sur ses espaces maritimes. Rien de tel chez Guillaume II qui, ne mesurant pas l'énormité de la provocation, affirme dès 1896 que d'« allemand », le Reich était appelé à devenir « mondial ». Mesure-t-il l'effet de cette annonce sur les maîtres du monde de l'époque que se croyaient à raison les Anglais ? Sceptique, le très germanophile Houston Stewart Chamberlain tentera bien d'évoquer l'existence d'affinités raciales entre Allemands et Anglais pour l'en dissuader. Plus rien n'y fit. Et afin de parer à toute mauvaise surprise, Londres finit par nouer avec Paris cette « entente cordiale » qui mettra fin à plusieurs siècles d'antagonisme entre Anglais et Français.

Avant que ne se déclenchent les déluges d'acier et de sang de la première guerre mondiale. Sans que ne se dissipent pour autant les malentendus entre Paris et Berlin. Victoire à Paris, l'armistice du 11 novembre 1918 fut fêtée avec la même ferveur à Berlin. Les foules allemandes y vivaient l'événement comme une quasi-victoire dans la mesure où, à l'inverse de la population de Paris qui s'était trouvée à portée des obus de la *Grosse Bertha* du marchand de canon Krupp, le territoire allemand était resté inviolé. La rage et l'indignation, qui formeront bientôt les terreaux du nazisme, ne seront d'actualité

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

germanique dans une tradition militaire et autoritaire qui avait permis l'éclosion des systèmes de domination belliqueux wilhelminiens, puis nazis. Le nazisme ne serait donc en rien un accident de l'histoire. Mais la conséquence inéluctable de la tragique proclamation, par Bismarck, en 1871, de l'Empire germanique. L'armée prussienne se posait dès lors comme un « État dans l'État ». Et l'autoritarisme prenait systématiquement le pas sur l'esprit des Lumières. Difficile de dénoncer plus radicalement la monstruosité originelle de la nation allemande. Craig n'a rien d'un « bouffeur de boches ». Mais il n'en affirme pas moins que, sauf à se vivre comme une communauté de repentance devant expier, *end open*, les crimes de la *Shoah*, les Allemands ne sauraient redevenir les citoyens légitimes d'une nation qui le serait tout autant. Un terrible constat que partage alors l'élite de l'élite germanique.

En 1992, sollicité par la télévision allemande pour réaliser un portrait du chancelier Kohl dix ans après son arrivée au pouvoir, il me semblait impensable, rien que pour mettre à l'épreuve certaines de mes convictions intimes, de ne pas me rapprocher de cet éminent professeur émérite de Stanford. Au même titre que mes interlocuteurs russes Valentin Faline et Nikolai Portugalov, je le considérais en effet comme l'un des plus subtils germanistes vivants.

Difficile de trouver un érudit plus absorbé par son sujet que Gordon A. Craig. Lors de notre promenade le long du Main Quad qui jouxte la Stanford Hoover Tower, à deux pas du jardin où se dressent *Les Bourgeois de Calais*, œuvre de Rodin reproduite en partant des moules originaux de l'artiste, je me suis cru en passe d'accompagner l'auguste déambulation d'un empereur prussien passant ses hussards en revue. D'autant que mon hôte affectait d'arborer très élégamment cette *Backenbart*, moitié collier, moitié rouflaquettes, qui avait été jadis l'apanage

de Guillaume 1^{er} de Prusse.

– Vous savez, avait commencé Craig, la guerre de sécession américaine, ce n'est rien, presque un jeu d'enfants, comparé à la guerre de Trente Ans qui a ravagé l'espace germanique. J'ai mis du temps à le comprendre, mais si les Allemands sont devenus des machines de guerre aussi effrayantes, c'est aussi pour se défendre d'invasions et de pillages auxquels l'encerclement géographique les exposait. C'est là le fruit d'une contrainte, pas d'une nature préalable...

Je le revois, passionné, me raconter son Allemagne.

– C'est ce traumatisme fondateur qui a transformé les Germains en guerriers monstrueux. Avec pour effet de permettre, dans le courant du XIX^e siècle, à l'armée prussienne, de devenir un État dans l'État et d'étouffer toute velléité de révolution bourgeoise. La Prusse n'était pas un pays avec une armée, mais une armée avec un pays. Et cela ne s'est terminé qu'en 1945. C'est de ces événements que sont nés les Guillaume II et autres Hitler du futur. Mais, pour faire court, sans ladite « Grande Guerre » de 14-18, Hitler n'aurait jamais pu exister.

– Mais maintenant ? osai-je.

– L'Allemagne reste une jachère. Qui sont-ils et que veulent-ils ? Les Allemands actuels le savent moins que personne. Difficile, c'est vrai, de trouver des dénominateurs communs entre eux. C'est vrai depuis toujours. Les clans germaniques se sont sans cesse entretués. Et puis, à quels saints historiques se voueraient-ils ? Schiller, à ce propos, était terriblement catégorique.

Et Craig de trancher :

– *Zur Nation euch zu bilden, ihr hoffet es, Deutsche, vergebens...* « Vous former en tant que Nation, c'est ce que vous, Allemands, espérez. Vainement »... Tout est dit. Et je souscris à ce propos que Schiller avait d'ailleurs concerté avec plus fin que lui. Rien moins que son ami Goethe.

Je souligne son intransigeance.

– C'est tout de même les efforts de trente générations d'Allemands soucieux de se former en collectivité nationale que vous jetez au ruisseau !

– Oui, et nous n'y pouvons rien. Ni vous, ni moi... Le nazisme n'a pas été un simple incident de parcours. Pour l'heure, le peuple allemand doit se résoudre à n'être qu'une communauté de contrition, certes respectée et opulente, pour un temps indéterminé.

– Pour l'éternité ?

– Selon moi, oui, pour l'éternité ! Sauf si... leurs frères en esprit en décident autrement...

– Quels frères ?

– Je ne connais pas de peuples qui soient aussi proches l'un de l'autre que les Juifs et les Allemands. J'ai souvent insisté sur des similitudes de caractère indéniables : sens de la famille, de l'économie, constance et assiduité, respect de la chose écrite, religiosité... Et si les haines qui les opposent sont aussi radicales, c'est parce que la nature profonde de celles-ci est d'ordre familial.

Lit-il dans mon regard une approbation instinctive ?

– Je sais que vous le pensez aussi. Ce que nous appelons savamment un génocide, un *Völkermord*, est en réalité *Brudermord*, un crime entre frères que sépare une rivalité

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'autodérision. Évidemment pour cette bonne cause consistant à promouvoir l'excellence du *made in Germany* technicien. Sur les écrans de télévisions françaises, ils ne font pas dans le détail. En témoignent ces spots publicitaires à la gloire de splendides berlines dans lesquelles, sacrifiant à un humour décalé aussi créatif et débile que celui des *Nuls* grande époque, des Germains caricaturaux moquent en le sur-jouant le sérieux permanent et la morgue supposée des constructeurs et clients de BMW ou d'Opel. Raides comme des triques et accent guttural d'origine garanti, des géants blonds grimés en benêts techniciens ou perruqués en *Gretchen* à couettes, vantent la *kolossale Finesse* de la *deutsche Qualität* du *made in Germany*.

Cette modernité marketing est d'ailleurs au parfait diapason d'une étonnante adhésion des nouvelles générations allemandes à des *looks* de plus en plus osés. Il est ainsi de moins en moins rare, y compris dans ces fonds de campagne bavaroise ou souabe où tout ce qui s'offre aux yeux, des chalets alpins aux bovins à clarines, semble avoir été passé au ripolin, de rencontrer des notaires aux dégaines de rockers et des contrôleurs de bus ou de trains arborant des boucles d'oreilles et des cheveux longs coiffés en catogan de gitans. Ils ne sont pas encore des milliers à s'affubler de la sorte. Mais qu'il y ait une paire de fantaisistes de cet acabit par village relève déjà du miracle.

L'autre prodige étant, courant 2011, ce sondage de la BBC se posant en totale contradiction avec la perception détestable qu'affectent toujours d'avoir les Allemands sur eux-mêmes. Il y est établi qu'au sein de l'Union européenne, les Allemands seraient, juste après les Anglais, mais avant les Canadiens, considérés comme « très sympathiques ». Un coup de sonde que crédibilise au même moment une analyse des experts du Forum économique mondial classant l'Allemagne, tout de suite après la Suisse et devant la France, comme une « destination sûre, bon

marché et de qualité ».

Confirmation de cette tendance en mai 2013, toujours par un sondage BBC, de cette tendance lourde selon laquelle, dans 25 pays du monde, le pays le plus aimé au monde devant le Canada et la Grande-Bretagne, serait l'Allemagne. Motifs invoqués : plus que la rigueur germanique, c'est le rayonnement culturel, la stabilité politique, le niveau de démocratie et le mode de vie qui sont plébiscités. Et tout autant, dans le contexte de crise économique actuelle, le *leadership* fort et efficace de ses dirigeants.

Incrédules, les responsables du tourisme allemand se demandèrent aussitôt, comme s'ils regrettaient soudain s'être débarrassés de caractères qui les portaient jusqu'alors à être plus craints qu'appréciés, ce qu'ils avaient mal fait pour mériter ces lauriers. À vrai dire, après avoir été à son maximum dans l'immédiat après-guerre, leur statut de parias et de pestiférés est de moins en moins prégnant. Et ce sentiment de profonde indignité, effectivement intenable sur le long cours, s'estompe insensiblement au profit d'une attitude, partiellement tactique, bien que sincère, d'authentique résipiscence.

À cause des nazis et de la seconde guerre mondiale, insiste l'ancien chancelier Helmut Schmidt, l'Allemagne aura une dette à payer pendant encore très longtemps – durant tout le XXI^e siècle et peut-être même le XXII^e.

Dont acte. Il se peut pourtant que ces siècles passent plus vite qu'on ne le croit. Tout dépendra de la manière avec laquelle les descendants des victimes de la *Shoah* ressentiront la sincérité de cette résipiscence.

L'impossible regret

Dans l'après-guerre, l'incapacité de « regretter » et de « conjurer » l'ère criminelle du nazisme s'est traduite par l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les Allemands adultes de s'extraire, en tant qu'individus, du profond sentiment d'appartenance, toujours prégnant, à une communauté de sang grégaire et homogène. D'où cette double incapacité à endosser toute forme de responsabilité collective et de manifester, dans l'espace privé, le moindre sentiment de culpabilité. Un déni qu'Alexandre Mitscherlich, la star de la psychanalyse allemande, prendra sur lui de dénoncer en 1967.

Jusqu'alors, ni vainqueurs, ni vaincus, n'avaient jugé bon de mettre en évidence le scandale moral inhérent à cette absence de regrets et de résipiscence de ses compatriotes. Avec *Die Unfähigkeit zu trauern* – livre devenu *Le deuil impossible* dans sa version française –, il lui importe, dans la société sans père et sans re-pères de l'après-guerre, de coucher l'Allemagne sur son divan de psychanalyste. Objectif proclamé : étouffer dans l'œuf toute forme d'engouements collectifs pour de nouveaux *Führer* et autres gourous.

Mitscherlich voit juste. Nulle part la moindre trace du moindre travail de deuil. En Allemagne, la vie coule comme si rien ne s'était passé, comme si le nazisme n'avait été qu'un délire collectif marqué par une fidélité fanatisée à un führer. Avant ce terrible moment de dessillement que sera la défaite de 1945.

Confusément, dans des villes qui, comme Francfort, Dresden, Hambourg ou Cologne, avaient été rayées du monde

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'antisémitisme ambiant et les autodafés de 1933, il ne tait pas sa désapprobation. Tout en continuant d'intégrer des acteurs juifs dans ses castings. Tyrolien dans l'âme, il est écartelé entre les mondes germanique et latin. Avant de basculer du côté italien. Et d'aussitôt tomber en disgrâce à Berlin. Désormais, Goebbels et Himmler sont ses pires ennemis. Effrayé, Trenker tente un retour en grâce. Mais ses manœuvres et contritions, trop serviles, sont tournées en ridicule par Goebbels et ses affidés.

Dans la lettre qu'il fait parvenir à Hitler, Trenker s'aplatit et redit son attachement au Tyrol tout en insistant sur sa fidélité : « Vous, mon Führer, pouvez compter sur moi... Et croyez bien qu'en temps utile je saurai à quel camp j'appartiens et que j'ai à servir ». Une vaine tentative. Tous ses projets de film sont refusés. Il n'est autorisé qu'à jouer un rôle dans un produit réalisé par un beau-fils de Goebbels. Une compromission qui le consacra comme un acteur nazi alors même qu'il est plus que jamais sur la liste noire de Himmler. Dans l'après-guerre, il sera assez peu inquiété. Car les vainqueurs de 1945 estimeront que, Trenker n'ayant pas de réelles convictions, il se posait surtout comme un opportuniste, intelligent, égoïste et moyennement courageux qui ne pensait qu'à ses intérêts. Il put donc relancer en 1949 sa société de production créée en 1937. Pour mieux produire du *Heimatfilm* à l'abattage.

Une urgence, dans la mesure où il importait de combler le vide créatif qu'avait provoqué la saignée des talents juifs du cinéma allemand. D'abord jugés délinquants économiques, ils furent très vite assimilés, au début des années 1930, à de simples criminels. Pour les Juifs allemands qui n'avaient jusqu'alors rien compris au film dramatique qui se jouait, le temps était venu de renforcer le flot de ceux qui, nés en Autriche ou en Allemagne, avaient depuis le début du XX^e siècle germanisé les

premiers tours de manivelle du cinéma muet, puis parlant, de Hollywood.

Yom Kippour...

Si l'on admet que l'ombre portée de la séquence Shitlérienne puisse continuer à nous dissuader à retrouver foi en l'humanité, œuvrer pour que les peuples juif et germanique trouvent un jour la force et la grâce d'une authentique réconciliation devrait s'imposer comme une mission sacrée.

Difficile, pour l'heure, d'imaginer une telle issue. Néanmoins. Il ne devrait pas être interdit d'envisager ce « Grand Pardon » qu'un jour lointain, peut-être, les juifs accorderont aux Allemands.

Ce jour-là, les Allemands, après avoir une ultime fois reconnu leurs fautes et obtenu le pardon des hommes et de Dieu, pourraient à nouveau, alors même qu'à l'acmé de ce jour béni le rabbin sonnerait le *Shofar*, réinscrire la nation allemande sur le livre des peuples vivants.

Ainsi se renouerait ce lien qui, entre la fin du XVIII^e siècle et le milieu du XX^e, avait maintenu sur près d'un siècle et demi et sept générations de cohabitation, des coopérations fructueuses, sinon harmonieuses, entre Juifs et Allemands. Deux nouvelles traductions de la Bible jalonnent en effet cette période de forte proximité entre les élites juives et l'intelligence germanique. En 1778, Moses Mendelssohn, disciple des Lumières, ami du grand Lessing et juif de cour, entreprend l'écriture d'une version visant à germaniser le saint livre. À l'inverse, dans le courant des années 1920, la traduction de Martin Buber et Franz Rosenzweig entend clairement marquer un retour aux sources hébraïques du livre sacré.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le Roman de Raspoutine, Vladimir Fédorovski, Grand Prix Palatine du roman historique 2012.

Le Roman des aventuriers, François Cérésa.

Le Roman du siècle rouge, Alexandre Adler, Vladimir Fédorovski.

Le Nouveau Roman de l'Elysée, François d'Orcival.

Le Roman de la Syrie, Didier Destremau, Christian Sambin.

Le Roman de la gauche, Hervé Bentégeat.

Les Romains de la Corse, Angèle Paoli, Paul-François Paoli.

Le Roman de Londres, Nelson Monfort.

Le Roman du Rock, Nicolas Ungemuth.

Mississippi. Le roman fleuve de l'Amérique, Bernard Brigouleix, Michèle Gayral. *Le Roman du parfum*, Pascal Marmet.

Le Roman des tsars, Vladimir Fédorovski.

Le Roman de Charles Trénet, Nelson Monfort.

Le Roman des héroïnes de Dieu, Louis Daufresne.

Le Roman de Charlotte Corday, Hélène Maurice Kerymer.

Le Roman du masque de fer, Michel Ruffin.

Le Roman de la Perestroïka, Vladimir Fédorovski.

Table des matières

FRANCE ALLEMAGNE

LE BOUCHER DE SÉVILLE

LE « BLOC INDIGESTE » DU CŒUR DE L'EUROPE

GERMANOLÂTRIE ET GERMANOPHILIE

LE EURO DE LA DISCORDE

L'ÉTERNEL RETOUR DES GUERRIERS FAUVES

LE MARCHÉ DES SIÈCLES

LE WERSERKER

LE PRÈS-GUERRE

LE RACHAT DES MAÎTRES DE FORGES

LES RACINES DE LA *DEUTSCHLAND AG*

LES TRONS REPENTIS CONTRE APPRENTIS GUÉVARISTES

ORSQUE L'AUTODISSOLUTION PAR INADVERTANCE DE

LA RDA SIGNAIT LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

LE LA « *KOLOSSALE FINESSE* » AU « SUBTIL

RAFFINEMENT »

LE IMPOSSIBLE *LEADERSHIP*

LE JAND DES POLYTECHNICIENS FRANÇAIS ET LES

PILOTES DE L'US AIR FORCE PERFECTIONNAIENT LE

MADE IN GERMANY

LE ÉCONOMIE DE GUERRE ET *FÜHRER* EN CASCADE

LE MILLE SOUCHE NORDIQUE ET ÉCONOMIE DE BAZAR

LE DUBOTISATION, FORMATION EN ALTERNANCE,

LE INVENTIVITÉ, OU LES FAUX SECRETS D'UNE

LE COMPÉTITIVITÉ SANS MYSTÈRES

LE JAND LA PERFECTION DU PROSAÏQUE NORDIQUE

ÉPOUSE LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE
FET DE MEUTE
ES VILLES À LA CAMPAGNE
ONSENSUS DES ORIGINES PURITAINES DU
CAPITALISME RHÉNAN
EXTINCTION ANNONCÉE
ANDORT DEUTSCHLAND
ROSPECTIVES ANTÉRIEURES
JAND LE MARCHAND ET LE GÉOGRAPHE
PRÉCÉDAIENT LE SOLDAT
HROEDER LE ROUGE
ONDERWEG
RES ET FILS
ÉNIGME MERKEL
ES LOUVETEAUX D'ANGELA
NTISÉMITISME
ES GÉOPOLITICIENS DE HITLER
ES *BESTSELLERS* SYMPTÔMES
ÉSILIENCES
JTODÉNIGREMENT
MPOSSIBLE REGRET
EILLES GLOIRES
DM KIPPOUR
EMAIN EST UN AUTRE JOUR

Pour consulter le catalogue des

ÉDITIONS DU ROCHER

et se renseigner sur les prochaines publications,
allez sur notre site :



www.editionsdurocher.fr